



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Patrimoine mondial

38COM

WHC-14/38.COM/5A

Paris, 30 avril 2014

Original : anglais

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION
DU PATRIMOINE MONDIAL, CULTUREL ET NATUREL

COMITÉ DU PATRIMOINE MONDIAL

Trente-huitième session

Doha, Qatar
15-25 juin 2014

Point 5 de l'ordre du jour provisoire : Rapports du Centre du patrimoine mondial et des Organisations consultatives

5A. Rapport du Centre du patrimoine mondial sur ses activités et la mise en œuvre des décisions du Comité du patrimoine mondial

RÉSUMÉ

Ce document présente de manière générale et non exhaustive les résultats des activités entreprises par le Centre du patrimoine mondial et les résultats de la mise en œuvre des décisions et objectifs stratégiques du Comité du patrimoine mondial depuis sa 37^e session (Phnom Penh, 2013). Il présente notamment les résultats d'activités non mentionnées ailleurs dans les documents de travail et d'information préparés pour cette session. Par souci d'efficacité, le nombre de pages de ce document a été maintenu à un strict minimum et des liens renvoient à des pages internet pour plus de détails. On trouvera de plus amples informations sur toutes les activités du Centre du patrimoine mondial à l'adresse <http://whc.unesco.org/fr/activities>.

Projet de décision : 38 COM 5A, voir point X.

I. INTRODUCTION

1. À sa 34^e session (Brasilia, 2010), le Comité du patrimoine mondial a demandé au Centre du patrimoine mondial d'améliorer la présentation de son rapport et de dresser la liste des activités entreprises dans les régions sous une nouvelle forme, en les regroupant selon les cinq Objectifs stratégiques. Ces « 5 C » (crédibilité, conservation, renforcement des capacités, communication et communautés) ont été définis dans la Déclaration de Budapest sur la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial en 2002, ainsi que par la 31^e session du Comité du patrimoine mondial (Christchurch, 2002).
2. Ce rapport présente une vue d'ensemble des activités du Centre du patrimoine mondial depuis la 37^e session du Comité du patrimoine mondial, (Phnom Penh, 2013), en mettant l'accent sur les résultats escomptés des activités du Centre, tels que définis dans les Programme et budget approuvés pour l'exercice biennal 2012-2013. Il présente également une liste non exhaustive d'activités visant à atteindre les objectifs stratégiques du Comité du patrimoine mondial. Le Comité pourrait souhaiter adopter la décision figurant au point X.
3. Ce rapport comporte cinq Annexes. L'Annexe 1 présente un suivi des décisions adoptées par la 37^e session du Comité du patrimoine mondial. L'Annexe 2 présente une liste des réunions d'experts et autres réunions, comme demandé par le Comité du patrimoine mondial à sa 35^e session (UNESCO, 2011). Un rapport sur l'autorisation de l'utilisation de l'emblème du patrimoine mondial figure à l'Annexe 3. Le résumé de la réunion d'experts concernant la Recommandation de l'UNESCO sur le Patrimoine urbain historique et le patrimoine mondial (Brésil, septembre 2013) est présenté à l'Annexe 4. L'Annexe 5 présente l'inventaire des partenariats du patrimoine mondial, comme demandé par la décision **37 COM 5D**.

II. MISSIONS, STRUCTURE ET COMPOSITION DU CENTRE DU PATRIMOINE MONDIAL

4. Établi en 1992, le Centre du patrimoine mondial (ci-après dénommé « le Centre » ou « le Secrétariat ») est le point focal et le coordinateur au sein de l'UNESCO de toutes les questions relatives au patrimoine mondial. Le Centre est responsable de la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial, et notamment de l'application des priorités essentielles, des décisions et des résolutions du Comité du patrimoine mondial et de l'Assemblée générale.
5. Le travail du Centre est dirigé par le Directeur du Centre et réalisé sous l'autorité de la Directrice générale, conformément au Programme et Budget tel qu'approuvé par la Conférence générale de l'UNESCO. Les activités du Centre ont été effectuées selon les Axes d'action et les Résultats escomptés figurant dans le Programme et budget de l'UNESCO pour 2012-2013 (36 C/5), ainsi que dans le Programme et budget pour 2014-2017 (37 C/5).
6. Le travail du Centre a été organisé autour de cinq unités régionales pour l'Afrique (CLT/WHC/P/AFR), les États arabes (CLT/WHC/P/ARB), l'Asie et le Pacifique (CLT/WHC/P/APA), l'Europe et l'Amérique du Nord (CLT/WHC/P/EUR) et l'Amérique latine et les Caraïbes (CLT/WHC/P/LAC), « l'Unité des Projets spéciaux » (CLT/WHC/P/SPU), « l'Unité Communication, Éducation et Partenariats » (CLT/WHC/M/CEP), la « Section Politique générale et Réunions statutaires » (CLT/WHC/PSM) et le « Bureau administratif »

(CLT/WHC/M/AO). Cette structure est actuellement en cours de réexamen, dans le cadre de la restructuration d'ensemble en cours.

7. Comme indiqué dans le document de travail 194 EX/3 de la 194^e session du Conseil exécutif de l'UNESCO tenue du 2 au 15 avril 2014, selon la nouvelle structure, le Centre du patrimoine mondial comprendra 24 postes établis financés au titre du Programme ordinaire : un poste de Directeur, quinze poste de Professionnels et huit poste de Services généraux. De plus, 22 postes sont financés par des ressources extrabudgétaires, dont 20 postes de Professionnels et 2 de Services généraux. Cette structure va toutefois dépendre de discussions et de décisions ultérieures. On trouvera de plus amples informations sur les comptes définitifs du Fonds du patrimoine mondial pour 2012-2013, l'état financier provisoire et l'état de mise en œuvre du budget 2014-2015 dans le document WHC-14/38.COM/12.

III. LES RESULTATS ESCOMPTEES

8. Les résultats escomptés des activités du Centre, tels que présentés dans les Programme et budget approuvés pour l'exercice biennal 2012-2013 étaient les suivants :
 1. Mise en œuvre effective de la Convention du patrimoine mondial ;
 2. Contribution des biens du patrimoine mondial au développement durable ;
 3. Protection et promotion du patrimoine mondial, spécialement en Afrique, dans les situations de post-conflit et de post-catastrophe, dans les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés.

IV. RESULTAT ESCOMPTE 1 : MISE EN ŒUVRE EFFECTIVE DE LA CONVENTION DU PATRIMOINE MONDIAL

9. Trois indicateurs de performance ont été adoptés dans le 36 C/5 pour assurer la mise en œuvre effective de la Convention du patrimoine mondial, à savoir :
 - Soutien effectif aux organes directeurs et à la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial ;
 - Développement d'un système intégré et global de gestion de l'information et du savoir utilisé par les visiteurs et les pays sous-représentés ;
 - Meilleure représentation des pays, régions ou catégories sous-représentés sur la Liste du patrimoine mondial.

Soutien effectif aux organes directeurs et à la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial

10. Le Centre a assuré l'organisation logistique et la documentation de la 37^e session du Comité du patrimoine mondial à Phnom Penh, du 16 au 27 juin 2014. Au total, 52 documents (36 documents de travail et 16 documents d'information) ont été envoyés le 3 mai 2013, conformément à la date limite statutaire (6 semaines avant l'ouverture de la session du Comité), le 17 mai et le 10 juin. Sept documents ont été mis à disposition juste avant la session ou pendant celle-ci (sur la base des décisions prises par le Comité).
11. La 19^e session de l'Assemblée générale s'est tenue au Siège de l'UNESCO pendant la session de la Conférence générale de l'UNESCO, du 19 au 21

novembre 2013. Douze nouveaux membres du Comité ont été élus pour 4 ans : la Croatie, la Finlande, le Kazakhstan, le Liban, le Pérou, les Philippines, la Pologne, le Portugal, la République de Corée, la Turquie, le Viet Nam et la Jamaïque qui n'avait jamais siégé au Comité. Le Centre du patrimoine mondial a préparé 18 documents de travail. Le Rapport final des Résolutions adoptées lors de la 19e Assemblée générale et le Résumé des travaux sont disponibles à <http://whc.unesco.org/fr/sessions/19GA/documents/>.

12. Le Comité, à sa 35e session en 2011, a décidé de « développer de nouvelles activités de renforcement des capacités pour le Président, le Rapporteur et les membres du Comité, y compris par l'explication systématique des documents aux États parties » (décision **35 COM 12B**). En conséquence, une réunion informelle d'orientation s'est tenue pour les membres du Comité du patrimoine mondial le 23 janvier 2014 au Siège de l'UNESCO. Une réunion d'information et d'orientation concernant la 38e session du Comité du patrimoine mondial est organisée pour les États parties à la Convention le 19 mai 2014 au Siège de l'UNESCO.
13. Le Centre a organisé la première réunion du Groupe de travail ouvert chargé de la révision du Règlement intérieur de l'Assemblée générale des États, créé en vertu de la résolution 19 GA 4 de la 19e session de l'Assemblée générale des États parties. Ce Groupe de travail s'est réuni les 23 et 24 janvier 2014 pour discuter de propositions d'amendements du Règlement intérieur afin d'atteindre l'objectif d'une représentation géographique et culturelle équitable (voir le document WHC-13/37.COM/5D). Une seconde réunion de ce Groupe de travail ouvert a eu lieu les 20 et 21 mars 2014 et une troisième réunion est prévue en mai 2014.
14. Le Centre a également déployé d'importants efforts pour fournir, sur demande, des conseils et de l'orientation sur la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial au niveau national, notamment en matière de cadres juridiques et d'infrastructure institutionnelle. Entre autres, un certain nombre de pays ont amorcé une révision de leur cadre juridique, tandis que d'autres pays ont introduit des modifications concernant les institutions ou l'établissement d'entités chargées du suivi et de la coordination.

Développement d'un système intégré et global de gestion de l'information et du savoir utilisé par les visiteurs et les pays sous-représentés

15. Le Centre du patrimoine mondial a mis au point un site Internet complet, intégré et convivial présentant des informations sur le travail des organes directeurs (comme par exemple le Rapport des décisions et le Résumé des interventions) à <http://whc.unesco.org/fr/sessions/37COM>), et sur la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial à <http://whc.unesco.org/>. En 2013, ce site Internet a encore été développé et sa consultation a augmenté de 33 % par mois. Avec 53 % des consultations de pages et 43 % des visites de tous les sites Internet associés à unesco.org, le site Internet du Centre du patrimoine mondial est l'un des sites Internet les plus visités de l'UNESCO.
16. Comme décidé par le Comité du patrimoine mondial à sa 35e session (Paris, UNESCO, 2011), le Centre du patrimoine mondial a organisé une retransmission directe sur Internet de toutes les réunions de la 36e session (Saint-Pétersbourg, 2012) et de la 37e session (Phnom Penh, 2013) du Comité du patrimoine mondial. La retransmission en direct permet à un plus large public, aux professionnels du patrimoine, aux universitaires comme aux médias de suivre les débats du Comité du patrimoine mondial, assurant ainsi une plus grande transparence et un partage d'informations.

17. Depuis 2012, le Centre du patrimoine mondial, avec le soutien du gouvernement flamand, a mis au point un système d'information en ligne concernant les rapports sur l'état de conservation établis depuis 1979 et sur les facteurs affectant la valeur universelle exceptionnelle (whc.unesco.org/fr/soc). Cet outil en ligne est accessible au public et joue maintenant un rôle important pour renforcer la transparence du processus de suivi réactif. Cela facilite aussi l'accès à l'information d'un public beaucoup plus large. Avec le soutien du Qatar, l'accord de coopération France-UNESCO et d'autres donateurs potentiels, d'autres données concernant la conservation des biens du patrimoine mondial pourront prochainement être accessibles grâce à ce système d'information.
18. À la suite de l'exercice de Rapports périodiques, les données de référence sur les biens du patrimoine mondial sont en cours d'actualisation grâce aux informations pertinentes fournies par les États parties en réponse aux sections 1 et 2 du questionnaire du Rapport périodique. Ces données comprennent des contacts, des cartes, des informations juridiques et autres. Voir à <http://whc.unesco.org/fr/pr-questionnaire/>
19. La présentation des Manuels de référence sur différents sujets a été améliorée. Ils sont maintenant publiés sous une forme plus structurée et d'utilisation plus facile et de nouvelles versions traduites sont maintenant également consultables en ligne. Le format PDF interactif de cette série en permet une large diffusion durable.
20. L'information sur les programmes et initiatives – avec les résultats, directives et études associés – a été dûment restructurée et organisée pour faciliter l'utilisation de cette documentation à des fins de consultation, de référence et de renforcement des capacités. On trouvera plus de détails sur les programmes thématiques dans le document WHC-14/38.COM/5E.

Meilleure représentation des régions ou catégories sur la Liste du patrimoine mondial

21. La Convention du patrimoine mondial a été ratifiée presque universellement – par 190 États parties –, la dernière ratification étant celle de Singapour le 19 juin 2012. Ce niveau de ratification permet une meilleure représentation des régions et catégories sur la Liste du patrimoine mondial. Le Comité, à sa 37e session (Phnom Penh, 2013), a inscrit 19 nouveaux biens sur la Liste du patrimoine mondial (5 biens naturels, 14 biens culturels et 3 extensions). Les États parties des Fidji, du Lesotho et du Qatar ont eu leurs premiers biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial. Les nouveaux chiffres globaux de la Liste du patrimoine mondial s'élèvent à 981 biens dans 160 pays, dont 759 biens culturels, 193 biens naturels et 29 biens mixtes.
22. À sa 38e session (Qatar, 2014), le Comité va étudier 41 propositions d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial : 29 pour des biens culturels, 10 pour des biens naturels et 2 pour des biens mixtes. Cela comprend 6 propositions d'inscription transnationales, 5 extensions de biens déjà inscrits et 1 proposition d'inscription d'urgence. Les États parties ont soumis 11 modifications mineures des limites pour 9 biens culturels, 1 bien naturel et 1 bien mixte.
23. Le Centre a fait des efforts particuliers pour aider les États parties à compléter ou actualiser leurs Listes indicatives, notamment dans les pays en développement et moins développés et dans les pays ne possédant pas de sites sur la Liste du patrimoine mondial. Cela s'est fait par des conseils directs et un renforcement des capacités et par le biais de projets extrabudgétaires mis en œuvre par le Centre ou pour lesquels le Centre a fourni appui et soutien.

24. Un exemple de soutien apporté l'année passée parmi beaucoup d'autres : celui de l'appui fourni au Koweït dans la mise en place d'un plan d'action national et d'activités pour actualiser sa Liste indicative, ouvrant ainsi la voie à la proposition d'inscription du premier site de ce pays. Autre exemple : l'atelier sur l'établissement d'une Liste indicative pour Sao Tomé-et-Principe, organisé par le Centre dans le cadre du programme des PEID et tenu du 8 au 12 octobre 2013. Le Centre du patrimoine mondial a aussi fourni un soutien et une orientation méthodique pour la préparation du projet de proposition d'inscription transfrontalière du Qhapaq Ñan (Argentine, Bolivie, Chili, Colombie, Équateur et Pérou).

V. RESULTAT ESCOMPTE 2 : CONTRIBUTION DU PATRIMOINE MONDIAL AU RENFORCEMENT DU DEVELOPPEMENT DURABLE

25. Trois indicateurs de performance ont été adoptés dans le 36 C/5 pour atteindre le résultat escompté et contribuer ainsi au développement durable, à savoir :
- Atténuation des effets néfastes du tourisme, de l'urbanisation et du changement climatique sur les biens du patrimoine mondial en collaboration avec des organisations intergouvernementales, des responsables politiques et des administrateurs de sites ;
 - Nombre d'activités dans lesquelles des jeunes participent à la conservation du patrimoine mondial ;
 - Nombre accru de femmes recrutées comme formateurs/experts dans des ateliers de formation.

Atténuation des effets néfastes du tourisme, de l'urbanisation et du changement climatique sur les biens du patrimoine mondial en collaboration avec des organisations intergouvernementales, des responsables politiques et des administrateurs de sites

26. Le Centre a contribué à l'intégration de la dimension culturelle dans les futures politiques générales internationales de développement durable. Des contributions ont été faites au débat thématique de l'Assemblée générale des Nations Unies qui portait sur la culture et le développement (juin 2013) ; à la session thématique annuelle du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC, juillet 2013) ; ainsi qu'au Forum mondial sur la culture tenu à Bali (novembre 2013). Le 12 décembre 2013, une troisième résolution sur la culture et le développement a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies au Siège de l'ONU à New York. Cette nouvelle résolution reconnaît explicitement les liens directs entre la culture et les trois piliers du développement durable (piliers économique, social et environnemental) ainsi qu'avec la paix et la sécurité. Le Centre du patrimoine mondial a aussi mis en œuvre la décision **36 COM 5C** du Comité concernant la mise en place d'une politique de développement durable dans les processus de la Convention (voir le document de travail WHC-14/38.COM/5D).
27. Le Centre du patrimoine mondial a poursuivi son travail sur la réduction des risques de catastrophe (DRR), en contribuant à la Stratégie de réduction des risques liés aux catastrophes sur les biens du patrimoine mondial adoptée par le Comité en 2007. Une publication intitulée "Heritage and Resilience" a été rédigée en coopération avec la SIPC, l'ICOMOS et l'ICCROM. En outre, le Centre du patrimoine mondial a souligné l'importance d'intégrer le patrimoine dans les politiques générales de réduction des catastrophes dans des tables rondes, des rapports, des interviews et des vidéos. Des consultations

régionales sont prévues en 2014 pour préparer la 3e Conférence mondiale sur la réduction des risques de catastrophe, qui doit se tenir à Sendai (Japon) en mars 2015 et qui devrait adopter le Cadre d'action de Hyogo pour l'Action prioritaire 2. Le Centre du patrimoine mondial a contribué à la préparation d'un Guide de formation intitulé "Disaster Risk Management of Cultural Heritage in Urban Areas", publié par la Chaire UNESCO de l'Université Ritsumeikan sur le patrimoine culturel et la gestion des risques. Le Centre a aussi aidé à la conception et à la mise en œuvre de nombreux cours de formation sur la prévention des risques de catastrophe et sur le patrimoine mondial en Asie, dans les États arabes, en Afrique et aux Caraïbes.

Nombre d'activités dans lesquelles des jeunes participent à la conservation du patrimoine mondial

28. Le Centre du patrimoine mondial a aidé à l'organisation de trois forums de jeunes. Le « Second Forum de jeunes d'Europe du Sud-Est sur la paix et le développement durable » (Zajecar, Serbie, 2013) a réuni 32 élèves de 13 à 18 ans et 20 enseignants qui ont contribué au dialogue interculturel et à la coopération dans la région. Cela a été l'occasion de présenter le kit éducatif sur le patrimoine mondial pour les écoles et de créer une plate-forme en ligne d'échanges entre participants de la région d'Europe du Sud-Est. (Voir à <http://whc.unesco.org/en/activités/722/>). Le « Forum de jeunes sur le patrimoine mondial » (Siem Reap et Phnom Penh, Cambodge, 2013) a été centré sur le thème « Patrimoine vivant : temples, environnement, population », avec la participation de 36 jeunes de 16 pays. Les résultats de leurs débats ont été présentés lors de la cérémonie d'ouverture de la 37e session du Comité du patrimoine mondial. (Voir à <http://www.whc37cambodia2013.kh/youthforum/>). Enfin, le Centre du patrimoine mondial a aidé à l'organisation du « 5e Forum de jeunes sur le patrimoine mondial » (Alcalá de Henares, Espagne, 2013). Trente-deux jeunes (entre 12 et 15 ans) de 9 pays hispanophones y ont discuté de questions de conservation et de protection du patrimoine mondial et des moyens possibles de faire passer les informations sur ce sujet par les jeunes. (Voir à <http://www.patrimoniojoven.com/home.php>)
29. Devant les résultats positifs obtenus par les projets des Volontaires du patrimoine mondial en 2009, le Centre du patrimoine mondial, en collaboration avec le « Comité de coordination du service volontaire international (CCSVI) », a lancé le projet Volontariat pour le patrimoine mondial, pour répondre à l'intérêt grandissant des jeunes pour l'action concrète et leur permettre de jouer un rôle actif dans la promotion et la préservation du patrimoine mondial. En 2013, la 6e édition de la Campagne de volontariat pour le patrimoine mondial « Volontaires du patrimoine mondial 2013 : Inspirer le changement », sur le thème du développement durable et de l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau, s'est déroulée d'avril à novembre 2013. Cette activité a fait participer un millier de jeunes de nombreux pays (voir à <http://whc.unesco.org/en/activités/720/>). La 7e édition de la Campagne de volontariat pour le patrimoine mondial « Volontaires du patrimoine mondial 2014 : Action pour la durabilité » (de mai à novembre 2014) a été lancée avec 55 projets d'actions menées par des jeunes (chaque projet durant au moins 10 jours) à réaliser au cours de l'année sur 55 sites de 34 pays avec 44 organisations de jeunes. Cette campagne sera placée sous le signe de l'Année internationale de la biodiversité et de la Décennie du développement durable (voir à <http://whc.unesco.org/en/activités/832/>).
30. Le Centre du patrimoine mondial – en étroite coopération avec Open Houses Allemagne, la Division de l'UNESCO pour la liberté d'expression et le développement des médias, Klassik Stiftung Weimar et avec le soutien du

Ministère fédéral des Affaires étrangères et Panasonic – a organisé un « Atelier de formation en médias/communication sur le patrimoine mondial : Passer le message de la culture ». Cet atelier s'est tenu du 8 au 13 décembre 2013 à Weimar, Allemagne. Cette formation pilote a réuni 19 participants d'organisations de jeunesse et d'écoles européennes. Cet atelier visait à renforcer les capacités des jeunes et de leurs organisations dans des compétences particulières applicables à leurs activités associées au patrimoine mondial. Cet atelier a également favorisé l'établissement de liens entre les organisations de jeunesse engagées dans la préservation du patrimoine et la mobilisation à cet égard. Le cours de formation a été mis en ligne et développé pour pouvoir être utilisé pour une activité du même genre dans une autre région : <http://whc.unesco.org/fr/events/1093/>.

Nombre accru de femmes recrutées comme formateurs/experts dans des ateliers de formation

31. Le Centre du patrimoine mondial encourage la participation de femmes dans les ateliers de formation. La participation globale de femmes en tant que formateurs/experts dans les ateliers de formation sur le patrimoine mondial est actuellement de 42 %.
32. Une rationalisation effective de l'égalité des sexes est particulièrement mise en évidence dans le Programme d'éducation au patrimoine mondial. Les forums de jeunes et les activités de renforcement des capacités organisées pour les jeunes ont mobilisé plus de 770 participants au cours de l'exercice biennal, dont 63 % étaient des jeunes femmes. En 2012 et 2013, deux Campagnes de volontariat pour le patrimoine mondial ont été menées, avec une moyenne annuelle de 700 jeunes volontaires de 20 à 30 ans participant à des projets de conservation du patrimoine, dont 56 % de femmes, en majorité d'Asie et d'Europe.
33. Le Centre du patrimoine mondial a aidé à la mise en œuvre de plusieurs projets centrés sur l'égalité des sexes, comme le projet sur l'autonomisation des femmes et l'engagement des communautés locales sur les sites archéologiques. Ce projet réalisé conjointement avec ONU Femmes en est actuellement à sa première phase sur le site d'Umm el-Jimal qui figure sur la Liste indicative de la Jordanie. La coopérative des femmes locales a reçu une formation sur la manière de présenter le site et de servir de guides pour les visiteurs. Une formation administrative sur la gestion des installations du site a également été dispensée.

VI. RESULTAT ESCOMPTE 3 : RENFORCEMENT DE LA PROTECTION ET DE LA PROMOTION DU PATRIMOINE CULTUREL ET NATUREL, NOTAMMENT EN AFRIQUE, DANS LES SITUATIONS DE POST-CONFLIT OU DE POST-CATASTROPHE, DANS LES PETITS ETATS INSULAIRES EN DEVELOPPEMENT (PEID) ET DANS LES PAYS MOINS AVANCES

34. Trois indicateurs de performance ont été adoptés dans le 36 C/5 pour renforcer la protection du patrimoine culturel et naturel, à savoir :
 - Mise en œuvre de projets de conservation opérationnels avec des experts/partenaires de régions et de pays prioritaires et pour des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril ;
 - Développement de la capacité d'États parties et d'autres acteurs par des partenariats innovants ;

- Activités de promotion et de sensibilisation entreprises avec des parties prenantes de premier plan pour améliorer la visibilité de la Convention.

Mise en œuvre de projets de conservation opérationnels avec des experts/partenaires de régions et de pays prioritaires et pour des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril

35. Au total, 141 rapports sur l'état de conservation des biens – dont 38 biens sur la Liste du patrimoine mondial en péril – ont été préparés par le Centre en collaboration avec les Organisations consultatives, puis étudiés par la 37^e session du Comité du patrimoine mondial. Le Centre du patrimoine mondial a assuré de près le suivi de l'état de conservation des biens du patrimoine mondial, en coordination avec les États parties et les Organisations consultatives. Le dialogue et les échanges instaurés par le Centre avec les autorités ont dans un certain nombre de cas permis la modification ou l'annulation de projets qui auraient représenté une menace pour la valeur universelle exceptionnelle des biens, ou ont contribué à résoudre d'autres problèmes de conservation en suspens.
36. Un certain nombre de projets opérationnels de conservation sont en cours de mise en œuvre par le Centre du patrimoine mondial, directement ou avec l'appui et le soutien fournis aux Bureaux hors Siège de l'UNESCO et aux autres partenaires. Concernant l'Afrique, le Fonds du patrimoine mondial africain, en étroite coopération avec le Centre du patrimoine mondial, réalise actuellement un programme triennal sur le patrimoine culturel intitulé « Programme de mise en œuvre du Second Rapport périodique en Afrique », financé par le Ministère norvégien des Affaires étrangères, le Fonds du patrimoine mondial africain (FPMA), le Centre du patrimoine mondial et la Fondation nordique du patrimoine mondial (NWHF).
37. De plus, le Centre du patrimoine mondial – en collaboration avec l'UICN, le FPMA et des institutions africaines en charge du patrimoine naturel – a poursuivi la mise en œuvre de la phase pilote du « Programme Africa Nature » (2012-2014). Ce programme vise à améliorer l'efficacité de la gestion des sites du patrimoine mondial africain par un renforcement ciblé des capacités et un partage des connaissances. On trouvera plus d'informations sur ces activités dans le document WHC-14/38.COM/10B.
38. Concernant la mise en œuvre du Plan d'action pour la sauvegarde du patrimoine culturel du Mali, élaboré en 2013 avec un budget estimé de 11 millions de dollars EU, les travaux de réhabilitation sur les biens du patrimoine mondial ont commencé en mars 2014 avec les fonds levés jusqu'ici (3 millions de dollars EU).
39. Le Centre du patrimoine mondial a organisé et réalisé un certain nombre d'activités sous-régionales en Asie et dans la région du Pacifique. Le Centre a notamment fourni de l'aide pour la conservation de l'Ensemble des tombes de Koguryo en République populaire démocratique de Corée (RPDC), ainsi qu'un soutien pour la mise au point de normes internationales de conservation. En outre, le Centre du patrimoine mondial coordonne en 2013-2014 de très importants travaux de conservation dans le bien du patrimoine mondial situé dans la vallée de Bamiyan. Des experts afghans ont été formés avec d'autres experts d'Asie centrale par des spécialistes de la région et les communautés afghanes participent de plus en plus au développement et à la réalisation d'initiatives de conservation.
40. Un exemple des résultats tangibles du travail du Secrétariat l'année passée en Amérique latine et dans les Caraïbes est celui du soutien apporté aux activités de conservation financées par des ressources extrabudgétaires. Cela a

notamment concerné le Projet de développement durable de l'Ancienne cité maya et des forêts tropicales protégées de Calakmul, le Plan d'urgence du Sanctuaire historique de Machu Picchu, et la préservation et la conservation de Tiwanaku et de la pyramide d'Akapana.

41. Au cours de l'année passée, le Centre du patrimoine mondial a monté un projet et a pu lever des fonds pour « La sauvegarde d'urgence du patrimoine culturel syrien » (2.46 millions d'euros financés par l'Union européenne). Le projet prévoit des mesures d'atténuation, une action de sensibilisation, de l'assistance technique et un renforcement des capacités pour les six sites syriens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril. D'autre part, le Centre soutient l'Égypte en étudiant les mesures correctives demandées par le Comité du patrimoine mondial pour le site du patrimoine mondial d'Abou Mena, ainsi que l'établissement d'un plan de conservation pour ce bien.

Développement de la capacité et d'États parties et d'autres acteurs par des partenariats innovants

42. La 37^e session du Comité du patrimoine mondial, (Phnom Penh, 2013), a adopté la stratégie révisée du PACTe, destinée à améliorer le développement de partenariats du patrimoine mondial avec le secteur privé, à les mettre en œuvre et à les évaluer grâce à des outils et à des directives adaptés. À la suite de cette adoption, le Centre du patrimoine mondial, via l'Initiative des « Partenariats pour la conservation du patrimoine mondial » s'est essentiellement focalisé sur des partenariats stratégiques à long terme avec le secteur privé, délaissant les moins importants financièrement. Les partenariats sont développés pour dégager des contributions financières et en nature qui sont indispensables pour compenser l'absence de ressources consacrées à la conservation, aux programmes prioritaires du patrimoine mondial, aux sites en péril, au renforcement des capacités et au soutien aux activités de communication, d'éducation et de partenariats du Centre, y compris à la gestion du site Internet du Centre du patrimoine mondial et des archives de la Convention du patrimoine mondial.
43. Pendant la période de mars 2013 à mars 2014, un nouveau partenariat a été signé et quatre partenariats en cours ont été renouvelés. Deux exemples de synergies avec le secteur privé pour renforcer la protection du patrimoine culturel et naturel africain sont présentés ci-après. L'inventaire complet des Partenariats du patrimoine mondial avec le secteur privé et des fondations est présenté à l'Annexe 5 du présent document.
44. Grâce à un partenariat privé, le Centre du patrimoine mondial a organisé une mission d'experts en mai-juin 2013 pour lancer le Plan d'action Mali. Cette mission a réuni quinze spécialistes nationaux et internationaux qui ont établi un Plan d'action et défini les mesures prioritaires de réhabilitation et de conservation au Mali. Cette mission a révélé l'étendue exacte des dommages causés au patrimoine culturel et aux manuscrits anciens du Mali. Les experts ont aussi formulé plusieurs recommandations pour préparer les actions de réhabilitation du patrimoine culturel et de sauvegarde des manuscrits anciens de Tombouctou.
45. Un autre partenaire important du Centre du patrimoine mondial, la « Fondation Franz Weber », soutient le Fonds de réponse rapide et des projets de préservation du patrimoine naturel. Cette fondation a apporté son appui à la conservation du bien du patrimoine mondial de la Réserve de faune du Dja au Cameroun. Deux missions ont été organisées en juin 2013 et février 2014 pour lancer les activités opérationnelles sur le terrain, telles que des mesures pilotes pour améliorer les sources de revenus des communautés locales, une

campagne d'éducation anti-braconnage et la préparation d'une étude d'impact environnemental et social. De plus, des ateliers ont été organisés pour préparer des études visant à préserver et protéger la Réserve de faune du Dja. Un soutien logistique a également été fourni à l'administration du bien pour en renforcer la capacité de fonctionnement.

Activités de promotion et de sensibilisation entreprises avec des parties prenantes de premier plan pour améliorer la visibilité de la Convention

46. Le Centre du patrimoine mondial a continué à développer tout un ensemble de produits de communication, dont la publication d'un bulletin électronique envoyé en juin, octobre et décembre 2013 et janvier 2014 en français et en anglais à quelque 95 000 abonnés au site Internet du Centre du patrimoine mondial. Le bulletin électronique d'octobre faisait la promotion de la nouvelle application Atlas de Collins sur le patrimoine mondial, qui a été téléchargeable gratuitement pendant une journée. On peut aussi noter la sortie d'un nouveau DVD d'aventures de Patrimonto et de la carte 2013-2014 du Patrimoine mondial réalisée par National Geographic.
47. Dans le cadre du Programme du Patrimoine mondial marin, le Centre du patrimoine mondial a poursuivi le développement de produits de communication et d'initiatives pour promouvoir la conservation des zones océaniques de valeur universelle exceptionnelle. Les activités associées du Programme du Patrimoine mondial marin ont chaque année un grand effet sensibilisateur. (Voir aussi le document WHC-14/38.COM/5E à cet égard).
48. Dans la région Afrique, le Centre du patrimoine mondial a aidé en décembre 2013 des collègues de Bureaux hors Siège à développer un projet de stratégie de communication pour le patrimoine mondial africain.

VII. ACTIVITES ASSOCIEES AUX PRIORITES GLOBALES DE L'UNESCO

49. Le Centre du patrimoine mondial a porté une attention particulière à deux priorités globales de l'UNESCO : l'Afrique et l'égalité des sexes. 51 % des demandes d'assistance internationale du patrimoine mondial financées par le Fonds du patrimoine mondial émanaient de la région Afrique. Le Programme régional pour la région Afrique approuvé par la 36e session du Comité du patrimoine mondial (2012) a été mis en œuvre grâce à deux programmes de renforcement des capacités. La participation de femmes aux sessions du Comité du patrimoine mondial a nettement augmenté, passant de 40,1 % à la 36e session du Comité du patrimoine mondial, (Saint-Pétersbourg, 2012) à 58,3 % à la 37e session du Comité du patrimoine mondial, (Phnom Penh, 2013). Le présent document traite dans ses différentes sections thématiques des activités portant sur les priorités que représentent l'Afrique ainsi que l'égalité des sexes.

VIII. SYNERGIES AVEC D'AUTRES CONVENTIONS

50. Le Centre a déployé d'importants efforts pour progresser grâce au Groupe de liaison des conventions culturelles (GLCC), et pour poursuivre son travail de renforcement des synergies entre les conventions culturelles – notamment en ce qui concerne les méthodes de travail, les procédures et la question des ressources pour les réunions statutaires. Des réunions du GLCC tenues les 2 octobre 2013 et 13 janvier 2014 ont permis de discuter de la préparation de la Plate-forme de services communs pour les conventions qui répond aussi au

point 9 de la décision **37 COM 5A** demandant une rationalisation des méthodes de travail et procédures.

51. L'Audit des méthodes de travail des conventions culturelles a été finalisé par IOS (le Service d'évaluation et d'audit de l'UNESCO) en septembre 2013 et a été présenté à la 19e session de l'Assemblée générale des États parties (WHC-13/19.GA/INF.8A). Le document WHC-14/38.COM/5F présente l'état de mise en œuvre des recommandations de l'audit ainsi que des propositions à étudier par le Comité du patrimoine mondial.
52. Les 2 et 3 septembre 2013, le Centre a participé à une réunion commune du Groupe de liaison sur la biodiversité (GLB) avec le Secrétariat du Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Il y a été discuté de la manière de favoriser une véritable prise en compte des autres conventions traitant de la biodiversité dans les processus des Stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB). Le rapport de cette réunion est consultable à <https://www.cbd.int/cooperation/doc/blq-2013-09-09-en.pdf>. Afin d'aider les États parties à appliquer la décision **37 COM 5A**, qui leur demande de veiller à ce que leurs SPANB prennent en compte l'importance des sites naturels du patrimoine mondial pour atteindre les Objectifs de biodiversité d'Aichi, le Centre, avec le soutien du Fonds-en-dépôt néerlandais, prépare des directives pour intégrer le patrimoine mondial aux SPANB.
53. À la suite de la décision **37 COM 12.II**, le Centre du patrimoine mondial a renforcé son partenariat avec le Deuxième protocole (1999) de la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé. Des réunions de suivi à cet égard se sont tenues en septembre 2013 et février 2014 au Centre du patrimoine mondial avec le Secrétariat de la Convention de La Haye de 1954 et le Président de la Convention de 1954 concernant une éventuelle révision de l'Annexe 5 des *Orientations*.
54. Comme demandé par la 34e session du Comité du patrimoine mondial (Brasilia, 2010), une liste d'activités présentées selon cinq objectifs stratégiques – Crédibilité, Conservation, Renforcement des capacités, Communication et Communautés – suit au point IX.

VIII. Rapport sur les résultats des activités entreprises par le Centre du patrimoine mondial pour atteindre les 5 C (couvrant la période de juin 2013 à mai 2014)

Veillez également consulter les documents suivants : Suivi de la réunion « La Convention du patrimoine mondial : réflexion sur l'avenir » entre la Directrice générale de l'UNESCO, les États parties à la Convention du patrimoine mondial et les Organisations consultatives auprès du Comité du patrimoine mondial, (WHC-14/38.COM/5C). Pour toutes les activités concernant la soumission de rapports périodiques, veuillez vous reporter au document WHC-14/38.COM/10A, au Rapport final sur les résultats du second cycle d'exercice de soumission de rapports périodiques pour l'Amérique du Nord, au Rapport d'avancement pour la région Europe et au document WHC-14/38.COM/10B (Rapport d'avancement sur les rapports périodiques dans toutes les autres régions pour toutes les activités concernant le processus en amont). **Ces activités ne figurent pas dans ce document pour éviter toute duplication.**

Abréviations : Afrique (AFR), Asie et Pacifique (APA), États arabes (ARB), Europe et Amérique du Nord (EUR), Amérique latine et Caraïbes (LAC), Mondial (GLO).

1C. Activités pour rendre la Liste du patrimoine mondial plus représentative, équilibrée et crédible (Crédibilité)

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RESULTATS obtenus/DIFFICULTES rencontrées
GLO	Appui technique aux États parties dans le cadre de l'Inventaire rétrospectif : rédaction des Déclarations de valeur universelle exceptionnelle et clarifications des limites présentées à la 38e session du Comité du patrimoine mondial.	37 COM 8D ; 37 COM 8E	Adoption de Déclarations de valeur universelle exceptionnelle. Clarifications de limites de biens.
GLO	Initiative « Astronomie et patrimoine mondial » : renouvellement du mémorandum d'accord entre l'UNESCO et l'Union astronomique internationale, pour une durée de trois ans (2013).	Stratégie globale	Améliorer les capacités d'identification, de conservation et de gestion des sites scientifiques et techniques.
GLO	Réunion d'experts sur l'application potentielle du concept de valeur universelle exceptionnelle aux aires marines non soumises aux juridictions nationales, pour inclure les 50 % restants d'aires marines de la planète actuellement non couvertes par la Convention du patrimoine mondial.		Analyse du potentiel d'application de la valeur universelle exceptionnelle aux aires marines.
GLO	Maintenance du réseau de gestionnaires de sites marins du patrimoine mondial sur 46 sites dans 35 pays.	37 COM 5E	Échange de compétences spécialisées et de meilleures pratiques entre les sites marins du patrimoine mondial.
AFR/ APA/ LAC	Aide pour la révision et la soumission de Listes indicatives dans toutes les régions (liste non exhaustive) : <ul style="list-style-type: none"> • Atelier régional sur les Listes indicatives pour l'Afrique australe (octobre 2013) • Atelier pour l'établissement d'une Liste indicative du patrimoine mondial pour Sao-Tomé-et- Principe, dans le cadre du programme des PEID (8-12 octobre 2013). • Révision et actualisation des Listes indicatives nationales de Mongolie et de Papouasie-Nouvelle-Guinée. 	34 COM 10A ; 35 COM 10C	Amélioration des capacités du personnel pour préparer des Listes indicatives. Nouvelle soumission de Listes indicatives. Harmonisation des Listes indicatives.

	<ul style="list-style-type: none"> • Projet d'assistance préparatoire pour l'actualisation des Listes indicatives des Routes de la Soie, financé par le Fonds-en-dépôt coréen (assistance accordée au Bhoutan, à l'Inde et au Népal). • Assistance pour la soumission de Listes indicatives actualisées, accordée à l'Argentine, au Brésil, à la Colombie, à l'Équateur et au Paraguay. • Aide aux autorités salvadoriennes sous forme d'assistance internationale préparatoire pour « Actualiser et formuler la Liste indicative du patrimoine culturel et naturel ». • Aide à l'élaboration de demandes d'assistance préparatoire pour la Barbade, la Colombie, le Salvador et le Paraguay en vue de parvenir à une harmonisation régionale des Listes indicatives. 		
AFR/ APA/ ARB/ EUR/ LAC	<p>Assistance aux États parties lors du processus de propositions d'inscription (liste non exhaustive) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Préparation du dossier de proposition d'inscription de Mbanza-Kongo (Angola), du Paysage culturel de Thimlich Ithinga (Kenya), des Aires florales protégées du Cap (Afrique du Sud), du Massif de l'Ennedi (Tchad), de Nyero et autres sites d'art rupestre géométrique de chasseurs-cueilleurs d'Ouganda oriental (Ouganda). • Assistance préparatoire pour la proposition d'inscription et l'élaboration d'un plan de gestion pour le Royaume de Mbe (République du Congo). • Préparation d'un document de proposition d'inscription pour le bien transfrontalier de Chelchol Ra Orrak, Wet El Daob Me A Wet El Beluu et pour la Banque de monnaie de pierre de Mangyol (Palaos). • Réunion de clôture du projet du Fonds-en-dépôt japonais sur la Route de la soie en Asie centrale, faisant intervenir le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et la Chine (Tachkent, Ouzbékistan, 4-5 décembre 2013). • Atelier régional pour la proposition d'inscription de la ville de Sfax (Tunisie, 16-19 décembre 2013). • Achèvement du dossier de proposition d'inscription du Site du baptême de Jésus. • Préparation des propositions d'inscription des Marais du sud de l'Iraq, du Cimetière Wadi As Salam au Najaf, des Marais et du Wadi As Salam (Iraq). • Mission technique aux Comores (pas encore de site inscrit), menée dans le cadre de l'accord de coopération France-UNESCO et de l'appui bilatéral de l'ambassade de France. • Préparation de la proposition d'inscription transnationale des Pierres tombales médiévales – les stećci (Bosnie-Herzégovine, Croatie, Monténégro et Serbie), des Mosquées de pierre de corail (Maldives) et des Paysages terrestres et maritimes protégés de Batanes (Philippines). • Préparation d'un dossier de proposition d'inscription transnationale du Chemin principal andin – le Qhapaq Ñan, (Argentine, Bolivie, Chili, Colombie, Équateur et Pérou) et des Établissements de chefferies précolombiennes comportant des sphères de pierre des Diquís (Costa Rica). 	Stratégie globale 34 COM 10A ; 35 COM 10C	<p>Meilleure compréhension du mécanisme et du calendrier de la proposition d'inscription.</p> <p>Identification de nouveaux sites pour une Liste du patrimoine mondial équilibrée et représentative.</p> <p>Participation des communautés locales au processus de proposition d'inscription.</p> <p>Achèvement de dossiers de propositions d'inscription.</p> <p>Amélioration de la démarche commune et des actions conjointes des États membres parties à la Convention en matière de gestion et de sauvegarde du patrimoine culturel.</p>

ARB	Réunion régionale des points focaux du patrimoine mondial des États arabes (Bahreïn, 24-26 novembre 2013).	37 COM 10A	Augmentation du nombre de points focaux du patrimoine mondial. Définition de directions et d'activités stratégiques prioritaires. Problème : le financement.
ARB	Réunion d'experts sur le patrimoine moderne des États arabes (Rabat, 27-29 mai 2013) pour aider les États parties à l'identification de sites sous-représentés.	Stratégie globale	Un site classé comme « patrimoine moderne » ajouté à la Liste indicative.
ARB	Programme des villes du patrimoine mondial : réunion régionale sur la mise en œuvre de la recommandation sur le paysage urbain historique dans les États arabes (Rabat, 9-11 décembre 2013).	36 COM 5D	Plan d'action pour l'application de la stratégie du paysage urbain historique. Amélioration de la gestion et de la conservation d'ensembles urbains sur la Liste du patrimoine mondial.
EUR	Mise au point du projet commun UICN-WHC sur les sites marins potentiels de la région arctique. Début du projet en février 2014.	29 COM 5B ; 18 GA 8	Vue d'ensemble scientifique de sites marins potentiels du patrimoine mondial dans la région arctique.
LAC	Réunion internationale : « Conventions de l'UNESCO – Une vision claire depuis l'Amérique latine » (Mexico, 2-25 octobre 2013), en collaboration avec les autorités mexicaines pour les politiques culturelles et le Bureau de l'UNESCO à Mexico. http://whc.unesco.org/en/events/1114/		Analyse et discussion sur la mise en œuvre des normes fixées par les conventions de l'UNESCO dans la région Amérique latine et Caraïbes.
LAC	Atelier régional sur le changement climatique : « Impacts du changement climatique sur les régions montagneuses d'Amérique latine et des Caraïbes » (21-23 août 2013, San José). http://www.unesco.org/new/es/news/experts_discuss_alternatives_against_climate_change		Développement des compétences spécialisées en matière de changement climatique dans les régions montagneuses.
2C Activités pour assurer la conservation effective des biens du patrimoine mondial (Conservation)			
RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RESULTATS obtenus/DIFFICULTE rencontrées
GLO	Soutien à la base de données sur l'état de conservation. Après la création de la base SOC, une seconde phase a démarré pour améliorer le système de gestion des connaissances sur les décisions et rapports du Bureau du patrimoine mondial (2014-2015).	37 COM 7C	Partage des connaissances sur l'état de conservation.
GLO	Appui et facilitation pour le dossier de candidature d'Aire marine particulièrement sensible (AMPS) du Parc national du Banc d'Arguin et du Parc naturel des récifs de Tubbataha. Échange d'expériences de gestion entre le Parc national du Banc d'Arguin et la Mer des Wadden.	31 COM 7B	Étude de faisabilité d'AMPS pour faciliter l'obtention du statut d'AMPS. Amélioration de la capacité de gestion et de la compréhension scientifique.
GLO	Aide à l'établissement de plans de gestion de biens du patrimoine mondial.	37 COM 7B ; 37 COM 7A	Finalisation de ces plans de gestion.

AFR/ APA/ ARB/ EUR/ LAC	<p>Des activités de conservation ont été menées dans toutes les régions (liste non exhaustive) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Projets dans les biens du patrimoine mondial des Églises creusées dans le roc de Lalibela (Éthiopie) et des Ruines de Kilwa Kisiwani et Songo Mnara (République-Unie de Tanzanie). Importants progrès dans la reconstruction des tombes incendiées sur le site des Tombes des rois du Buganda à Kasubi (Ouganda) et des Mosquées et mausolées de Tombouctou (Mali). • Mission technique à Grand Bassam, Côte d'Ivoire (20-27 octobre 2013) pour la mise en œuvre du plan de conservation de la ville historique. • Projets de conservation pour la bonne conservation et la gestion de Lumbini, lieu de naissance du Bouddha (Népal). • Mission sur le terrain à Pyongyang pour l'installation des nouvelles barrières de verre pour la tombe de Susan-ri, site du patrimoine mondial de l'Ensemble des tombes de Koguryo, République démocratique de Corée (2-6 décembre 2013), dans le cadre du projet UNESCO/Fonds-en-dépôt coréen des Tombes de Koguryo. • Travaux de conservation sur les sols en mosaïque du Quseir Amra (Jordanie) en coordination avec le World Monuments Fund et le Département des Antiquités. • Projet de restauration de l'Église de la Transfiguration et de l'Église de l'Intercession dans le bien du patrimoine mondial de Kizhi Pogost (Fédération de Russie). • Travaux de conservation pour la réhabilitation de Tombouctou (Mali) dans le cadre du Programme du patrimoine mondial pour l'architecture de terre (WHEAP). • Avancée du projet de restauration du patrimoine de La Havane et du projet de développement culturel (Cuba). 	37 COM 7A ; 37 COM 7B	<p>Amélioration de l'état de conservation des biens du patrimoine mondial. Renforcement des capacités en conservation et gestion du patrimoine. Amélioration de l'intégrité des biens du patrimoine mondial. Sauvegarde des monuments et des structures.</p>
APA/EU R/LAC	Définition de Déclarations rétrospectives de valeur universelle exceptionnelle comme documents de référence pour des activités de conservation adaptées.	37 COM 8E	117 Déclarations rétrospectives de valeur universelle exceptionnelle approuvées et finalisées pour adoption.
AFR	Projet « Conservation de la biodiversité dans les régions de conflits armés : Protéger le patrimoine mondial en République démocratique du Congo » : évaluation et soutien technique aux autorités congolaises. Mission de suivi dans la Réserve de faune à okapis, dans le Parc national des Virunga et dans le Parc national de Kahuzi Biega, de février à mars 2014. L'atelier sur les conclusions de l'évaluation s'est tenu en avril 2014.		Évaluation de la mise en œuvre des mesures correctives adoptées par le Comité du patrimoine mondial. Suivi de l'état de conservation des sites.
AFR	Projet de conservation durable de la Réserve de faune sauvage du Dja engageant tous les partenaires dans la gestion et la conservation du bien : une étude a été menée pour renforcer la fonctionnalité de l'autorité de gestion, favoriser la mise en place d'activités productrices de revenus et de systèmes traditionnels de gestion.	36 COM 7B.1	Établissement d'un mandat d'évaluation environnementale et sociale stratégique. Améliorer la gestion du bien et sa capacité opérationnelle, y compris dans la lutte contre le braconnage.
ARB	Dans le cadre du projet « Régénération urbaine du Caire historique (URHC) », enquête sur le terrain et études de plusieurs secteurs dans une zone pilote pour préparer un plan de conservation et de gestion et proposer des actions de réhabilitation.	36 COM 7B.51 ; 37 COM 7B.49	Établissement d'une démarche méthodologique et préparation de projets d'interventions. Difficultés rencontrées : Le contexte local difficile a partiellement retardé la réalisation des activités.

ARB	Sauvegarde d'urgence du patrimoine culturel syrien. Mise en place d'une assistance technique pour les mesures d'urgence dans la Vieille ville de Damas et pour un atelier en ligne sur des mesures de première urgence. Création d'un observatoire du patrimoine culturel syrien pour évaluer les dommages et planifier des mesures de récupération. Succès de la collecte de fonds pour le patrimoine culturel syrien (2,46 millions d'euros et 200 000 dollars EU de l'ARC-WH).	37 COM 7B.57	Sauvegarde du patrimoine culturel syrien.
APA	Aide apportée à Rennell Est (Îles Salomon) pour établir un système de gestion favorisant la conservation durable des ressources marines.	29 COM 5B	Amélioration de l'état de conservation de ce site.
LAC	Amélioration des capacités des gestionnaires de sites du Récif de corail de la Barrière du Belize pour appliquer les derniers outils de conservation marine (notamment la planification de l'espace maritime). Début du projet prévu en mai 2014.	37 COM 8C.2 ; 29 COM 5B	Résultat escompté : Avancée vers un retrait du Récif de corail de la Barrière du Belize de la Liste du patrimoine mondial en péril.
LAC	Préparation d'une demande d'assistance préparatoire concernant des activités de conservation au Paraguay pour les Missions jésuites de La Santísima Trinidad de Paraná et de Jesús de Tavarangue et pour le for Site archéologique de Joya de Cerén (El Salvador).	37 COM 8D	Préparation d'une demande d'assistance préparatoire pour créer de véritables zones tampons pour la conservation et la gestion des biens.

3C. Activités pour encourager la mise en place de mesures efficaces de renforcement des capacités			
RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RESULTATS obtenus/DIFFICULTES rencontrées
AFR/ ARB/ APA/ EUR	Des ateliers de formation ont été organisés dans toutes les régions : <ul style="list-style-type: none"> • Atelier de formation et de renforcement des capacités (Bourgogne, octobre 2013) pour des gestionnaires de sites de 9 pays africains, organisé par la France avec le Réseau des grands sites de France. Une réunion de conclusion et de débriefing a été organisée au Siège de l'UNESCO. • Ateliers de formation sur la Convention du patrimoine mondial et ses mécanismes et sur la Recommandation sur les paysages urbains historiques pour le personnel du Conseil national de la Culture, des Arts et des Lettres (Koweït, 7-14 février 2014). • Atelier et formation sur place sur la documentation des sites archéologiques (Douchanbe, Tadjikistan, novembre et décembre 2013). • Atelier de formation sur les médias et la communication : Transmettre le message de la culture à des organisations de jeunesse et à des établissements scolaires européens (Allemagne, 8-13 décembre 2013). • Atelier sur le patrimoine mondial du Pacifique, financé par le Fonds du patrimoine mondial et le Fonds-en-dépôt australien/UNESCO (Suva, Fuji, 27-29 novembre 2013). 	35 COM 10A	Amélioration des capacités et connaissances concernant la Convention pour les gestionnaires de sites, membres des communautés, jeunes et spécialistes du patrimoine. Échange de bonnes pratiques de gestion et de conservation des sites du patrimoine mondial. Diffusion d'information sur la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial. Création et renforcement d'un réseau d'acteurs clés pour la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial.

GLO	Coordination de l'accès de gestionnaires de sites marins du patrimoine mondial à de grands congrès internationaux de conservation. Création et maintenance d'une communauté fonctionnelle de gestionnaires de sites marins du patrimoine mondial.	29 COM 5B ; 37 COM 5E	Visibilité accrue des travaux locaux de conservation dans les sites marins du patrimoine mondial, meilleur accès aux connaissances marines spécialisées, meilleurs échanges de solutions de gestion et de meilleures pratiques.
GLO	Publication d'un numéro spécial de la revue trimestrielle Patrimoine mondial (n° 67, avril 2013) sur « Le partage des meilleures pratiques ». Des pages internet ont été spécialement créées sur ce sujet. Voir à http://whc.unesco.org/en/recognition-of-best-practices .	37 COM 6	Échanges d'informations sur les bonnes pratiques et le renforcement des capacités dans plusieurs sites du patrimoine mondial.
GLO	Conférence internationale « Paysages d'eau, source de vie » organisée par la Région autonome du pays basque, Espagne (Espagne, 12-13 Juillet 2013).		Échanges de bonnes pratiques sur le rôle de l'eau dans la formation et la gestion des paysages.
AFR	Appui aux directeurs des cinq sites du patrimoine mondial de République démocratique du Congo (octobre 2013, janvier 2014) pour renforcer les capacités concernant les demandes et décisions du Comité du patrimoine mondial, évaluer les mesures correctives pour chaque site ainsi que la mise en œuvre générale de la Déclaration de Kinshasa, adoptée en janvier 2014.	37 COM 7A.4 ; 37 COM 7A.9	Renforcement des capacités des directeurs des parcs et des réseaux de gestionnaires de sites. Le résultat escompté est de parvenir au retrait d'au moins un bien de la Liste du patrimoine mondial en péril à moyen terme.
AFR	Programme « Africa Nature » : En mai 2013, un atelier a permis de former 14 gestionnaires de sites naturels africains à la préparation de plans de prévention des risques. Dix gestionnaires de sites africains ont aussi été formés à l'utilisation de l'outil « Amélioration de notre patrimoine » et 12 gestionnaires de sites formés à la participation de communautés locales à la conservation de sites du patrimoine mondial. Brochure en préparation.	35 COM 9B	Amélioration de l'efficacité de la gestion par le renforcement des capacités et le partage des connaissances.
APA/AFR	Atelier dans les Anciens villages du sud du Anhui – Xidi et Hongcun, Chine (avril 2014) pour présenter et partager des démarches internationales de bonnes pratiques et d'autres outils de renforcement des capacités en vue de promouvoir, reconnaître et favoriser les pratiques de tourisme durable, en insistant sur la collaboration sud-sud entre la Chine et l'Afrique.	36 COM 5E	Recensement de domaines prioritaires d'intervention pour traiter les tendances non durables du développement touristique. Identification de domaines potentiels de coopération internationale et de partenariats.
APA	Atelier régional conjoint UNESCO/OMT pour développer une stratégie touristique commune et durable pour le corridor du patrimoine de la route de la soie en Asie centrale et en Chine (Almaty, octobre 2013). Appui fourni par le Fonds-en-dépôt néerlandais et le Ministère de l'Industrie et des Nouvelles technologies de la République du Kazakhstan.	36 COM 5E	Feuille de route pour l'établissement d'une stratégie touristique complète et durable du corridor du patrimoine de la Route de la soie.
APA	Évaluation concernant le statut du système de suivi du microclimat de la tombe de Susan-ri et des tombes de Yaksu-ri et Kangseo III, (République démocratique de Corée (RPDC), 2-6 décembre 2013) dans le cadre du projet UNESCO/Fonds-en-dépôt coréen des Tombes de Koguryo.		Renforcement des capacités de gestion et de conservation du site du patrimoine mondial. Formation de 10 experts nationaux de RPDC.
ARB	Formation de 3 jours incluant un module sur le terrain sur le site archéologique d'Umm-el Jimal pour 35 gestionnaires de sites jordaniens. Pour identifier et gérer les menaces particulières des sites. Renforcement des capacités en gestion de ces gestionnaires de		Amélioration des capacités d'identification et de gestion des menaces particulières des sites.

	sites.		Difficulté : le grand nombre de participants.
EUR	Réunion de consultation sur la stratégie sous-régionale de renforcement des capacités pour l'Europe centrale, de l'Est et du Sud-Est (octobre 2013, Bakou). Appui fourni aux points focaux d'Europe centrale, de l'Est et du Sud-Est.	37 COM 10B	Mise au point d'une stratégie sous-régionale de renforcement des capacités en Europe centrale, de l'Est et du Sud-Est. Institutions partenaires potentielles identifiées.
LAC	2014, Année internationale des PEID : Plusieurs projets et conférences et mise en œuvre du programme de renforcement des capacités dans les Caraïbes. http://whc.unesco.org/en/activités/475/ , http://www.unesco.lacult.org/proyectos/showitem , http://www.unesco.lacult.org/patrimcult/indicesuba.php?lg=2&iditulo=1589		Renforcement des capacités pour la région des Caraïbes.

4C. Activités pour développer la sensibilisation du public, la participation et le soutien au patrimoine mondial par la communication			
RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISIONS	RESULTATS obtenus/DIFFICULTES rencontrés
GLO	Poursuite de la mise au point de produits de communication et d'initiatives de promotion de la Convention du patrimoine mondial, dont une application gratuite pour iPad, des brochures multilingues en ligne et sur papier, des vidéos, des activités, des messages sur les médias sociaux de l'UNESCO, un bulletin électronique et des événements spéciaux organisés lors de grands congrès internationaux.	29 COM 5B	L'ensemble des activités du Programme du patrimoine mondial touche un public estimé à environ 50 millions de personnes par an.
GLO	Brochure d'information « Îles de l'avenir – Construire la résilience dans un monde qui change » sur les activités mondiales de l'UNESCO sur les PEID, publiée et diffusée (37e session de la Conférence générale, 19e session de l'Assemblée générale).		Développement de la sensibilisation aux PEID.
GLO	Villes historiques en développement : Projet d'études de cas pour comprendre et agir. Actes de la réunion de mai 2013 à Lyon consultables en ligne. Résumé du rapport en anglais, français et espagnol ; rapport complet en français. Versions sur papier du rapport final.		Diffusion d'études de cas qui offrent des clés pour comprendre et agir.
GLO	Rapport en anglais et en français sur les activités du 40e anniversaire : « Célébrer les 40 ans de la Convention du patrimoine mondial et préparer demain » (juin 2013) http://whc.unesco.org/fr/news/1018/ . Actes en anglais et en français de l'Événement de clôture (octobre/décembre 2013) http://whc.unesco.org/fr/news/1077/ . Avec l'appui du Fonds-en-dépôt japonais.	37 COM 5E	Les publications ont été largement diffusées.

GLO	<p>Publication et/ou traduction de la série des Manuels de référence sur le patrimoine mondial, en collaboration avec les Organisations consultatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> « Établir une proposition d'inscription au patrimoine mondial » (novembre 2011, français et anglais), avec l'ICOMOS/ICCROM/UICN, http://whc.unesco.org/fr/activities/643/. Traductions publiées en arabe (août 2013) et en portugais (septembre 2013). Gérer le patrimoine mondial culturel (novembre 2013, anglais), avec l'ICCROM, http://whc.unesco.org/en/activities/827/, français (mars 2014) ; traduction en russe en cours, financée par le Ministère russe de la Culture. Traduction en portugais du Manuel de référence « Établir une proposition d'inscription au patrimoine mondial » (co-organisée par l'UNESCO Brasilia et l'IPHAN, Brésil). 	37 COM 6	<p>Le processus de publication de chaque manuel est long mais le résultat est durable et largement diffusé.</p> <p>Difficultés : La levée de fonds est importante pour l'impression et les traductions car les coupes budgétaires ont laissé ce travail sans budget du Fonds du patrimoine mondial.</p> <p>http://whc.unesco.org/en/resourcemanuals/</p> <p>Les traductions ont été financées par le gouvernement suisse, l'ARC-WH et l'IPHAN.</p>
GLO	Publication en anglais, français et espagnol de la revue trimestrielle Patrimoine mondial n° 67 (Patrimoine mondial et bonnes pratiques), n° 68 (Patrimoine mondial du Cambodge), n° 69 (Les paysages agricoles du patrimoine mondial) et n° 70 (Synergies pour protéger les sites).	<i>Orientations</i> chapitre IX.C	Amélioration de la visibilité et augmentation des abonnements à la revue. Lancement d'une application pour iPhone/iPad. Difficulté : la viabilité financière.
GLO	Publication : Série des Cahiers du patrimoine mondial n° 36 : « L'architecture de terre dans le monde d'aujourd'hui » (Fonds-en-dépôt italien à l'UNESCO).	<i>Orientations</i>	En raison de restrictions budgétaires, la publication en ligne est préférée par rapport aux exemplaires imprimés.
GLO	Lettre d'information sur le patrimoine mondial publiée en juin, octobre et décembre 2013 et janvier 2014 (anglais et français).	<i>Orientations</i> chapitre IX.C	Visibilité accrue. Le site internet du Centre du patrimoine mondial compte 95 000 membres.
GLO	100 000 exemplaires de la carte 2013-2014 du patrimoine mondial ont été publiés en collaboration avec National Geographic Maps en versions anglaise, française, espagnole et arabe avec le soutien du Qatar.	<i>Orientations</i> chapitre IX.C	Amélioration des connaissances concernant la carte du patrimoine mondial.
GLO	Traduction en français et en coréen (produite par la Commission nationale coréenne) de « Patrimoine mondial : Bénéfices au-delà des frontières », déjà publié en anglais par Cambridge University Press. Cela reste l'un des livres de l'UNESCO qui se vendent le mieux.	36 COM 12D ; 37 COM 5E	Première collection thématique d'études de cas illustrant les avantages de l'inscription au patrimoine mondial pour les communautés locales et pour les écosystèmes.
GLO	Compilation des épisodes 1-12 des aventures de Patrimono et du patrimoine mondial.		1 000 DVD produits. Tous les épisodes sont disponibles en ligne.
GLO	<p>Trois forums de jeunes (1 international et 2 régionaux) organisés en étroite collaboration avec le Centre du patrimoine mondial.</p> <ul style="list-style-type: none"> Second Forum de jeunes d'Europe du Sud-Est sur la paix et le développement durable (Zaječar, Serbie, avril 2013). Voir à http://whc.unesco.org/en/activities/722/ Forum de jeunes sur le patrimoine mondial (Siem Reap et Phnom Penh, Cambodge, 8-17 juin 2013) « Patrimoine vivant : temples, environnement, population » http://www.whc37cambodia2013.kh/youthforum 5e Forum de jeunes sur le patrimoine mondial (Alcalá de Henares, Espagne, 9-19 juin 2013) http://www.patrimoniojuven.com/home.php. 		Renforcement de la sensibilisation et engagement des jeunes sur des questions associées à la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial.

AFR	Projet de stratégie de communication développé en décembre 2013 pour 15 fonctionnaires hors Siège de l'UNESCO afin de promouvoir la conservation du patrimoine mondial en Afrique.	35 COM 10A	Améliorer la capacité des Bureaux hors Siège à promouvoir la Convention.
APA	Deux publications de l'UNESCO et une publication nationale sur Lumbini (octobre 2013) : « The Sacred Garden of Lumbini: Perceptions of Buddha's Birthplace » et « Lumbini, Birthplace of Buddha ».	36 COM 7B.65	Accroître la visibilité de plusieurs années d'efforts de sauvegarde déployés par l'UNESCO en coopération avec les autorités népalaises.
LAC	Réunion régionale Amérique latine-Caraïbes « Vers le plan d'action 2014-2023 », avec l'appui des autorités brésiliennes et l'IPHAN, Brasilia, 23-25 avril 2014. http://whc.unesco.org/en/lac/	37 COM 10A	Le projet de plan d'action doit être adopté à la 38e session du Comité du patrimoine mondial.
LAC	Lancement en mai 2014 du livre « Jesuit Missions, World Heritage. Celebrating UNESCO Convention of 1972-2012 » publié par l'UNESCO Montevideo : http://www.unesco.org/new/es/media-services/single-view-tv-release/news/las_misiones_jesuiticas_de_la_region_guaranitica/		Renforcer la communication et la diffusion de l'information sur la Convention du patrimoine mondial.
5C. Activités pour développer la sensibilisation et renforcer la participation des communautés locales			
RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RESULTATS obtenus/DIFFICULTES rencontrées
GLO	Séminaire destiné aux chercheurs, gestionnaires de sites et autorités locales sur le tourisme culturel : « Visiteurs et résidents des sites du patrimoine mondial » (octobre 2013, Siège de l'UNESCO), organisé par le réseau de chaires UNESCO, l'Association des biens français du patrimoine mondial et le Comité français de l'ICOMOS.		Engagement des communautés locales et gouvernance des sites en matière de gestion du tourisme. Promotion du programme du patrimoine mondial.
GLO	La Campagne de volontariat pour le patrimoine mondial sur le thème du développement durable et de l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau : « Inspirer le changement » (6e édition : campagne d'avril à novembre 2013) a organisé 47 actions pour les jeunes au cours de l'année sur tous les continents, avec l'implication de 43 organisations pour les jeunes. http://whc.unesco.org/en/activités/720		Répondre à l'intérêt croissant des jeunes pour entreprendre des actions concrètes et jouer un rôle actif dans la promotion et la préservation du patrimoine mondial.
AFR	Renforcement du réseau du programme « Africa Nature » par un partage des connaissances et l'utilisation des meilleures pratiques d'engagement des communautés locales dans la conservation du patrimoine mondial, via deux ateliers au Kenya et au Cameroun.	35 COM 9B	Réseau de professionnels du patrimoine naturel africain et renforcement de la coopération entre les agences des Nations Unies.
AFR	Initiative : « Population et faune sauvage : Passé, présent et avenir – Associer la gestion de la faune sauvage au développement durable des communautés dans l'Aire de conservation du bien du patrimoine mondial de Ngorongoro, Tanzanie ».	36 COM 7B.35	Promotion d'un dialogue entre tous les partenaires pour trouver des solutions à long terme pour les communautés vivant dans le bien du patrimoine mondial.

ARB	Projet de régénération urbaine du Caire historique : mise en place d'une campagne de sensibilisation communautaire dans la rue (prise de conscience du parc de logements, jeu de cartographie pour les adultes, activités artistiques et sur le patrimoine pour les enfants, groupes ouverts de spécialistes, promenade narrative, expositions).		Promotion de la participation des citoyens et meilleure connaissance des besoins des résidents.
ARB	Projet visant à l'autonomisation des femmes et à la participation des communautés locales sur les sites archéologiques, centré sur le site d'Umm el-Jimal (Jordanie) : Formation sur la manière de présenter le site et de guider les visites.		Autonomisation des femmes.
EUR	Séminaire international pour les représentants de communautés religieuses de la CEI engagés dans la gestion et l'utilisation des biens du patrimoine mondial (14-16 mai 2013, Moscou, Fédération de Russie) http://whc.unesco.org/document/124117	36 COM 7B.86	Renforcement des capacités pour les communautés religieuses et les gestionnaires de sites de la Fédération de Russie et des pays de la CEI.
APA	Atelier sur le processus décisionnels du tourisme durable (11-13 mars 2014, Koror, Palaos).	36 COM 8B.12	Renforcement des capacités en matière de tourisme durable.

X. PROJET DE DECISION

Projet de décision : 38 COM 5A

Le Comité du patrimoine mondial,

1. Ayant examiné le document WHC-14/38.COM/5A,
2. Rappelant la décision **37 COM 5A** adoptée à sa 37e session (Phnom Penh, 2013),
3. Prend note avec satisfaction des activités entreprises par le Centre du patrimoine mondial au cours de l'année écoulée pour atteindre les résultats escomptés et les cinq objectifs stratégiques, comme cela est présenté dans le document WHC-14/38.COM/5A ;
4. Prend également note du rapport de la Réunion internationale d'experts concernant la recommandation sur le paysage urbain historique (Rio de Janeiro, 3-5 septembre 2013), à la suite de la décision **36 COM 13.II** ; et décide d'étudier les propositions figurant dans ce rapport dans le cadre de la révision des Orientations à sa 39e session, en 2015 ;
5. Invite les États parties à soutenir les activités réalisées par le Centre du patrimoine mondial pour la mise en œuvre de la Convention ;
6. Demande au Centre du patrimoine mondial de présenter à sa 39e session un rapport sur ses activités.

Suivi des décisions adoptées par le Comité du patrimoine mondial à sa 37e session (Phnom Penh, 2013)

DÉCISIONS ET POINTS	MIS EN ŒUVRE	EN COURS	RETARDÉS
37 COM 2 Demandes de statut d'observateur	✓		
37 COM 3A Ordre du jour de la 37e session du Comité du patrimoine mondial, (Phnom Penh, 2013)	✓		
37 COM 3B Calendrier de la 37e session du Comité du patrimoine mondial, (Phnom Penh, 2013)	✓		
37 COM 5A Rapport du Centre du patrimoine mondial sur ses activités et la mise en œuvre des décisions du Comité du patrimoine mondial	✓		
37 COM 5B Rapports des Organisations consultatives	✓	Voir le document WHC-14/38.COM/5B	
37 COM 5C Résumé et suivi de la réunion de la Directrice générale sur « La Convention du patrimoine mondial : réflexion sur l'avenir » (Siège de l'UNESCO, 2-3 octobre 2012)		Voir le document WHC-14/38.COM/5C	
37 COM 5D Stratégie révisée de l'Initiative PACTe		✓	
37 COM 5E Rapport sur les célébrations du 40e anniversaire	✓		
37 COM 6 Suivi de la Stratégie du patrimoine mondial pour le renforcement des capacités et Rapport d'avancement sur les centres de catégorie 2 associés au patrimoine mondial		Voir le document WHC-14/38.COM/6	
37 COM 7.A État de conservation des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril	✓	Voir le document WHC-14/38.COM/7B et WHC-14/38.COM/7B.ADD	
37 COM 7.B État de conservation des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial	✓	Voir le document WHC-14/38.COM/7A et WHC-14/38.COM/7A.ADD	
37 COM 7C Réflexion sur les tendances de l'état de conservation	✓	WHC-14/38.COM/7	

DÉCISIONS ET POINTS	MIS EN ŒUVRE	EN COURS	RETARDÉS
37 COM 8A Listes indicatives soumises par les États parties au 15 avril 2013, conformément aux <i>Orientations</i> .	✓	Voir le document WHC-14/38.COM/8A	
37 COM 8B Propositions d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial	✓	Voir le document WHC-14/38.COM/8B	
37 COM 8C Actualisation de la Liste du patrimoine mondial en péril	✓	Voir le document WHC-14/38.COM/8B	
37 COM 8D Clarifications de limites et de superficie de biens par des États parties en réponse à l'Inventaire rétrospectif	✓	Voir le document WHC-14/38.COM/8D	
37 COM 8E Adoption de Déclarations de valeur universelle exceptionnelle	✓	Voir le document WHC-14/38.COM/8E	
37 COM 9 Rapport d'avancement sur les processus en amont		Rapport final présenté à la 19e Assemblée générale	
37 COM 10A Rapport final sur les résultats du second cycle d'exercice de soumission de rapports périodiques pour l'Amérique latine et les Caraïbes	✓	Voir le document WHC-14/38.COM/10A	
37 COM 10B Rapport d'avancement sur le second cycle de soumission de rapports périodiques pour l'Europe et l'Amérique du Nord	✓	Voir le document WHC-14/38.COM/10B	
37 COM 10C Rapport d'avancement sur la soumission de rapports périodiques dans toutes les autres régions	✓	Voir le document WHC-14/38.COM/10C	
37 COM 11 Révision du Règlement intérieur		✓	
37 COM 12 Révision des <i>Orientations</i>		Prochaine révision prévue à la 39.COM	
37 COM 13 Projet d'orientations de politique générale		Étude exploratoire à présenter à la 39.COM	
37 COM 14 Examen des demandes d'assistance internationale	✓	Voir le document WHC-14/38.COM/11	
37 COM 15 Rapport sur l'exécution du budget 2012-2013 et la préparation du budget 2014-2015	✓	Voir le document WHC-14/38.COM/12	

DÉCISIONS ET POINTS	MIS EN ŒUVRE	EN COURS	RETARDÉS
37 COM 16 Questions diverses	Sans objet	Sans objet	Sans objet
37 COM 17 Élection du Président, des Vice-présidents et du Rapporteur de la 38e session du Comité du patrimoine mondial (2014)	✓		
37 COM 18A Ordre du jour provisoire de la 38e session du Comité du patrimoine mondial (2014)	✓	Voir le document WHC-14/38.COM/3A	
37 COM 18B Étude de faisabilité sur une session ordinaire supplémentaire du Comité du patrimoine mondial	✓		
37 COM 19 Ordre du jour provisoire de la 19e Assemblée générale des États parties à la Convention du patrimoine mondial (UNESCO, 2013)	✓		

Réunions d'experts sur le patrimoine mondial et autres réunions (Décision 35 COM 12B, points 6 et 7)

Janvier 2014 – décembre 2014

Note : À sa 35e session (UNESCO, 2011), le Comité du patrimoine mondial, par la décision **35 COM 12B**, a demandé au Centre du patrimoine mondial d'établir et de présenter annuellement une liste récapitulative de toutes les réunions. Cette liste doit permettre au Comité de décider des priorités et de la répartition des ressources disponibles (humaines et financières). Le Comité du patrimoine mondial a demandé au Centre de tenir autant que possible des réunions virtuelles et d'informer dans le présent document de toutes les réunions auxquelles a assisté le Secrétariat. Le Centre du patrimoine mondial présente donc le tableau qui suit en plus des activités mentionnées dans le texte de ce présent document et souligne qu'aucune réunion n'est encore prévue pour 2015 lors de sa rédaction. De plus, il convient de noter que de nombreuses invitations adressées par des autorités nationales, États parties ou organisations sont reçues dans des délais trop courts pour figurer dans le planning trimestriel des missions de l'UNESCO.

RÉUNIONS	LIEU	DATE
Réunion d'orientation pour les membres du Comité	Siège de l'UNESCO, Salle XI	23 janvier 2014
Groupe de travail à composition non limitée sur la révision du Règlement intérieur de l'Assemblée générale des États parties (1ère réunion)	Siège de l'UNESCO, Salle XI	22-23 janvier 2014
Réunion UA-UNESCO de levée de fonds pour le Fonds du patrimoine mondial africain	Union africaine, Éthiopie	31 janvier 2014
« Africa Nature » : ateliers de renforcement des capacités pour les pays francophones	Limbe, Cameroun	Février 2014
Réunion régionale sur les paysages culturels des États arabes	Oman	Fin janvier 2014
Atelier sur la prise de décisions concernant le tourisme durable.	Koror, Palaos	11-13 mars 2014
Réunion régionale sur l'élaboration de l'action régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes.	Brasilia, Brésil	23-25 mars 2014
Réunion de l'UNESCO sur le renforcement des capacités en conservation du patrimoine dans les PEID des Caraïbes.	Philipsburg, Sint-Maarten	8-13 mai 2014
Réunion interorganisations, en collaboration avec le Comité directeur des Nations Unies sur le tourisme pour le développement (OMT, PNUE, ONUDI, CNUCED et UNESCO), sur la fourniture plus coordonnée, effective et efficace d'assistance technique concernant le tourisme durable dans les pays en développement.	Siège de l'UNESCO	19-20 mai 2014
Groupe de travail à composition non limitée sur la révision du Règlement intérieur de l'Assemblée générale des États parties (2e réunion)	Siège de l'UNESCO, Salle II	20-21 mars 2014

RÉUNIONS	LIEU	DATE
Atelier UNESCO sur le patrimoine mondial et le tourisme durable : « Renforcer la collaboration sud-sud sur le patrimoine mondial et le tourisme durable »	Hongcun, Chine (Province d'Anhui)	Date provisoire : 26-27 mai 2014
Projet du patrimoine mondial de l'UNESCO d'Asie-Pacifique sur la biodiversité marine & le changement climatique pour l'information des jeunes	Touho, Nouvelle-Calédonie	7-13 avril 2014
Réunion d'information sur la 38e session du Comité du patrimoine mondial	UNESCO, Salle XI	19 mai 2014
Formation francophone à l'esprit d'entreprise en gestion des sites du patrimoine mondial	Forts et châteaux de Volta, d'Accra et ses environs et des régions centrales et ouest, Ghana	12- 22 mai 2014
Formation anglophone à l'esprit d'entreprise en gestion des sites du patrimoine mondial	Accra, Ghana	19–30 mai 2014
38e session du Comité du patrimoine mondial	Doha, Qatar	15-25 juin 2014
Table ronde sur le patrimoine mondial en Afrique	Doha, Qatar	16 juin 2014
Réunion régionale sur le rôle des communautés locales dans la gestion durable des biens du patrimoine mondial	Banc d'Arguin, Mauritanie	octobre 2014
Réunion régionale pour renforcer les activités du Programme marin du patrimoine mondial de l'UNESCO dans la région Pacifique	Nouméa, Nouvelle-Calédonie	8-10 novembre 2014
Assemblée générale extraordinaire des États parties	Siège de l'UNESCO	19 novembre 2014
Réunion finale pour l'Europe sur le second cycle de soumission de rapports périodiques	Paris, France	3-5 décembre 2014
Réunion de réflexion sur le troisième cycle de soumission de rapports périodiques	Paris, France	5 décembre 2014

Rapport sur l'autorisation d'utilisation de l'emblème du patrimoine mondial par le Centre du patrimoine mondial (mars 2013 - mars 2014)

Selon la nature des demandes, celles-ci sont gérées directement par le Centre du patrimoine mondial, ou dirigées vers l'organe compétent (Secteur des relations extérieures et de l'information du public (ERI), commissions nationales, autres secteurs de l'UNESCO ou autre).

Les demandes traitées par le Centre du patrimoine mondial le sont en respect du Chapitre VIII des *Orientations* complété par le projet de tableau proposé pour servir de guide complémentaire à la prise de décision et aux procédures liées à l'utilisation de l'emblème du patrimoine mondial, projet soumis en avril 2012 et janvier 2013 aux Etats parties pour consultation dans le cadre de la réflexion sur l'utilisation de l'emblème du patrimoine.

Entre mars 2013 et mars 2014, le Centre du patrimoine mondial a reçu et répondu à 204 demandes liées à l'emblème du patrimoine mondial:

- 53 demandes émanant de sites du patrimoine mondial pour la création de leur emblème spécifique propre pour utilisation dans leur documentation et/ou durant des événements spéciaux ;
- 15 demandes émanant d'autorités nationales pour la création des emblèmes de l'ensemble de leurs sites du patrimoine mondial en plusieurs langues ;
- 70 demandes de sites du patrimoine mondial ou d'autorités locales ou nationales pour la validation de matériel contenant un emblème spécifique de site du patrimoine mondial ;
- 38 demandes émanant de commissions nationales, d'institutions, de programmes ou autres pour l'utilisation de l'emblème pour une activité ou des éléments de documentation ou d'information (voir tableau ci-dessous) ;
- 5 demandes d'emblèmes du patrimoine mondial émanant de Bureaux hors-Siège de l'UNESCO ou d'autres secteurs de programme de l'UNESCO pour des activités liées au patrimoine mondial ;
- 23 demandes refusées pour non observance des *Orientations*.

Durant cette période, le Centre du patrimoine mondial a également traité 28 cas d'usage abusif tels que : l'emblème du patrimoine mondial copié et utilisé sans demande formelle ni autorisation préalable; emblème du patrimoine mondial modifié et/ou associé à un logo local ; emblème du patrimoine mondial utilisé pour des événements ou des activités n'ayant reçu aucun soutien du Centre du patrimoine mondial ; sites du patrimoine mondial ayant modifié l'emblème du patrimoine mondial pour créer leur propre logo ; etc.

Dans de tels cas, les autorités responsables ont été contactées et priées de retirer ces logos non autorisés et/ou de les remplacer par le logo officiel autorisé le cas échéant. Les autorités nationales ont été informées et le service juridique de l'UNESCO a été consulté lorsque nécessaire.

Ne figurent pas dans ce tableau :

- Les demandes d'utilisation des emblèmes de l'UNESCO et/ou du patrimoine mondial dans le cadre d'accords contractuels ou de partenariats (cf. annexe du document WHC-14/38.COM 5A);
- Les demandes d'utilisation de l'emblème accordées directement par les commissions nationales ou les points focaux nationaux pour l'emblème du patrimoine mondial et dont le Centre du patrimoine mondial a été informé.

Toutes les demandes ci-dessous (par ordre alphabétique des pays) ont été acceptées suite à un accord préalable des autorités des pays concernés.

Pays	Partie requérante	Date de réception	Description	Logo utilisé	Commentaire
1. Afrique du Sud	Heinemann Educational Publishers in South Africa	15/05/2013	Publication d'un livre "SPOT ON TOURISM GRADE 12" pour les élèves sudafricains	Convention du patrimoine mondial	
2. Andorre	Commission nationale	07/06/2013	Balises des chemins pédestres dans la Vallée du Madriu	PM seul	
3. Argentine	Commission nationale	12/09/2013	Livre éducatif sur les sites argentins inscrits au patrimoine mondial.	PM seul	
4. Belgique	Wallonie-Bruxelles Tourisme	05/12/2013	Promotion de la destination Wallonie -Bruxelles via une carte Touristique de son territoire – distribution gratuite	logo "patrimoine mondial en Belgique" + PM seul	
5. Belgique	Commission belge francophone et germanophone pour l'UNESCO	04/02/2014	Emission d'un timbre sur les Site miniers majeurs de Wallonie	Emblème spécifique du site	Validé par ERI
6. Brésil	IPHAN/Bureau de Brasília	2013	Projet d'harmonisation nationale de la signalétique routière	PM seul	Logo à vérifier
7. Cambodge	Cambodia Daily	07/06/2013	Illustration d'un article sur le 37e Comité	PM seul	
8. Canada	Druide informatique, société créatrice du logiciel Antidote, suite linguistique grand public	21/11/2013	Identification d'un hyperlien vers le site internet de WHC dans le contenu du dictionnaire.	PM seul	
9. Espagne	Commission nationale	23/07/2013	Drapeaux commémoratifs en l'honneur du 20è anniversaire du Grupo Ciudades Patrimonio de la Humanidad sur la façade du Ministère de l'Education, de la Culture et des Sports	PM seul	
10. Espagne	Council of Alhambra	08/2013	I-app pour smartphone et tablettes, guide des monuments du site	PM seul	
11. Espagne	Grupo Editorial Planeta	30/08/2013	Atlas pour enfants. Logo pour accompagner la photo représentant les sites inscrits		
12. Espagne	Commission nationale		Projet d'harmonisation nationale de la signalétique routière	PM seul	

13. Etats-Unis	The Teaching Company	11/04/2013	Diffusion de l'emblème du PM en arrière plan durant une présentation vidéo du Pr M. E. Wyssession sur le patrimoine mondial	PM seul	
14. France	Département du Pas de Calais	23/01/2014	Campagne de communication régionale Nord Pas de Calais dans la presse écrite nationale	PM seul	
15. France	Fédération Unie des Auberges de Jeunesse	23/01/2014	Utilisation du logo PM seul à côté des pictogrammes indiquant les choses à voir et à faire à proximité de sites du PM français.	PM seul	
16. France	Direction de l'Urbanisme Ville de Paris	30/01/2014	Illustration d'une fiche sur ICOMOS faisant référence à la Convention du patrimoine mondial: l'emblème patrimoine mondial	PM seul	
17. France	Commission nationale	En cours depuis fin 2013	Projet d'harmonisation nationale de la signalétique routière	PM seul	
18. France	Pôle Patrimoine mondial Nouvelle-Calédonie	02/05/2013	Création d'un stylo souvenir distribué dans le cadre d'un forum en Nouvelle-Calédonie	PM seul	
19. Italie	De Agostini	16/10/2013	Atlas publié en coédition avec le Centre du patrimoine mondial	Convention du patrimoine mondial	Coédition UNESCO
20. Hongrie	Division of World Heritage and of International Cooperation Gyula Forster National Centre for Cultural Heritage Management	02/12/2013	Cartes de visite et papier à entête	PM en Hongrie	
21. Japon	Ministère de l' Environnement	21/02/2014	Panneau d'information sur "What is World Heritage?" au Centre d'information de Shirakami-Sanchi.	Logo mixte PM	
22. Lettonie	Commission nationale	23/01/2014	Emission d'une pièce de monnaie souvenir	PM seul	
23. Luxembourg	Ville de Luxembourg	23/01/2014	Emission de timbres commémoratifs pour le 20è anniversaire de l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial	PM seul	
24. Malaisie	Curtin Sarawak Research Institute, Curtin University Malaysia	25/09/2013	Illustration d'un article dans le Journal of Sustainable Tourism, 2013: "Communicating the World Heritage brand: visitor awareness of UNESCO's World Heritage symbol and the implications for sites, stakeholders and sustainable management"	PM seul avec et sans texte	
25. Népal	Commission nationale	12/06/2013	Production d'une série de timbres sur le thème du patrimoine mondial	PM seul	En consultation avec ERI

26. Pays-Bas	Commission nationale	13/12/2013	Développement par les postes néerlandaises d'une campagne de timbres sur les sites du PM néerlandais.	PM seul	En cours, maquettes pas vues
27. Royaume Uni	Harper Collins	30/08/2013	Nouvelle édition du livre « The World's Heritage »	Avec le soutien du Centre du patrimoine mondial	Dans le cadre d'une copublication
28. Royaume Uni	Hadrian's Wall Management Authority	21/09/2013	Signalisation routière	PM seul	
29. Royaume Uni	St Kilda Managing Authority	20/02/2014	Commercialisation d'un t-shirt vendu au magasin de souvenir local	PM seul	
30. Suisse	Travel guide publisher JPM GUIDES	06/11/2013	Publication d'une carte de Tel Aviv utilisant l'emblème du PM pour indiquer l'emplacement des biens inscrits au PM	PM	
31. Suisse	Commission nationale	En cours depuis fin 2013	Projet d'harmonisation nationale de la signalétique routière	PM seul	
32. Ukraine	Service postal ukrainien	09/12/2013	Edition de 2 timbres représentant des monuments faisant partie d'un site du PM	PM seul	
33.	African World Heritage Fund	18/02/2014	Séminaire au Maroc sur le Thème : "Expériences du patrimoine mondial en Afrique"	Avec le soutien du Centre du patrimoine mondial	
34.	African World Heritage Fund	29/11/2013	Exposition lors de la réunion des Chefs d'Etats de l'Union africaine	Avec le soutien du Centre du patrimoine mondial	
35.	Earthwatch	12/04/2013	Dépliant sur le Earth Skills Network Programme	Avec le soutien du Centre du patrimoine mondial	
36.	Organisation mondiale du Tourisme (UNWTO)	29/08/2013	Dépliant de Flyways Project montrant les logos de tous les partenaires	Avec le soutien du Centre du patrimoine mondial	
37.	Shell Downstream Services International	15/10/2013	Illustration d'une présentation lors d'un atelier de formation pour 3 équipes de gestion de sites au cours du Business Skill Transfer Project in Mpala conduit par Shell	Exemplaire du logo du PM seul, du logo de la Convention, et d'un logo spécifique de site	Dans le cadre de la collaboration avec Shell sur le Business Planning for Natural World Heritage Sites
38.	UNDP	15/05/2013	Brochure publiée par le GEF/PNUD intitulée « COMPACT Engaging local communities in stewardship of World Heritage »	Avec le soutien du Centre du patrimoine mondial	

Résumé de la réunion d'experts concernant la recommandation de l'UNESCO sur le paysage urbain historique et le patrimoine mondial (Brésil, septembre 2013)

La « Réunion internationale d'experts sur l'intégration de l'approche méthodologique concernant la recommandation sur le paysage urbain historique dans les *Orientations* » s'est tenue à Rio de Janeiro, Brésil, du 3 au 5 septembre 2013. Cette réunion était organisée sous l'égide de l'Institut national du patrimoine historique et artistique (IPHAN), du Ministère brésilien de la culture et du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, avec l'appui du Centre régional de catégorie 2 « Lucio Costa » – centre de formation à la gestion du patrimoine. La réunion a rassemblé 40 experts de toutes les régions du monde, dont deux représentants sélectionnés à partir des groupes électoraux, ainsi que des experts de l'ICOMOS et de l'ICCROM.

Groupes de travail

Trois groupes de travail thématiques ont été établis pour réfléchir sur la révision pertinente des *Orientations*, et notamment sur une nouvelle rédaction de l'Annexe III (annexe concernant les « Orientations pour l'inscription de types spécifiques de biens sur la Liste du patrimoine mondial »).

- Groupe 1 : Révisions des *Orientations* ;
- Groupe 2 : Révisions des sections pertinentes de l'Annexe III des *Orientations* ;
- Groupe 3 : Indications supplémentaires requises pour la proposition d'inscription, l'évaluation et la gestion du patrimoine urbain.

Considérations essentielles

Les participants ont reconnu le rôle fondamental des villes historiques et de leur patrimoine urbain comme éléments moteurs pour améliorer le niveau de vie des habitants. Ils ont discuté de l'adaptation des villes historiques à l'évolution des conditions environnementales et socioéconomiques, dans le cadre des processus plus généraux du développement durable. Ils ont convenu que la conservation du patrimoine urbain constituait une partie intégrante du développement urbain contemporain et des processus de modernisation. Il a été de nouveau souligné que la recommandation sur le paysage urbain historique s'appliquait à l'ensemble du patrimoine urbain et non seulement aux biens du patrimoine mondial. Un plan d'action en six étapes sur le paysage urbain historique ainsi qu'une panoplie d'outils ont été mis au point pour faciliter la mise en œuvre de cette recommandation. Les participants ont débattu d'activités concrètes centrées sur le renforcement des capacités des autorités nationales et locales. Ils ont aussi discuté de projets de révision des *Orientations* – et notamment de leur Annexe III –, pour mieux tenir compte des recommandations sur les paysages urbains historiques et donner des directives sur la proposition d'inscription, l'évaluation et la gestion du patrimoine urbain. Ces propositions figurent dans le rapport complet de la réunion d'experts à <http://whc.unesco.org/en/events/1071/>.

Inventaire des partenariats du patrimoine mondial

La décision **37 COM 5D** demandait au Secrétariat de continuer à rendre compte, de manière analytique, de la mise en œuvre de la stratégie du PACTe en soumettant à chaque réunion ordinaire du Comité du patrimoine mondial un inventaire détaillé des partenariats en cours et envisagés, en tant qu'Annexe au Rapport du Centre du patrimoine mondial, en utilisant le modèle en vigueur.

Le tableau 1 présente une liste des partenariats en cours entre le Centre du patrimoine mondial et le secteur privé et des fondations en mars 2014, établis selon la stratégie du PACTe adoptée par le Comité du patrimoine mondial à sa 37^e session en 2013, ainsi qu'avec le cadre réglementaire du PACTe. Cette liste n'inclut pas les partenariats du patrimoine mondial avec le secteur privé établis et mis en œuvre par les Bureaux hors Siège, ni les ONG engagées dans la réalisation de programmes au niveau des pays.

Pour chaque partenariat, le tableau donne, par ordre alphabétique du nom des partenaires, une description, les fonds reçus en 2013 (le cas échéant), les résultats escomptés, les principaux produits/résultats obtenus, l'utilisation de l'emblème et une évaluation indicative des bénéfices pour le patrimoine mondial. Il lie également chaque partenariat aux objectifs stratégiques pertinents (les 5 C) et aux domaines de coopération qui tirent des avantages du partenariat.

Le tableau 1 indique aussi les dates de signature et d'expiration de chaque partenariat et, le cas échéant, l'indication d'un nouveau partenariat, c'est-à-dire s'il a été conclu depuis la dernière session du Comité ; si un renouvellement est envisagé dans la période allant du rapport actuel au prochain rapport au Comité, ou si le partenariat a été terminé depuis le dernier rapport soumis au Comité. Pendant la période mars 2013-mars 2014, un nouveau partenariat a été signé et quatre partenariats ont été renouvelés.

Le tableau 2 présente les partenariats envisagés en cours de discussion ou qui font actuellement l'objet d'une évaluation interne et/ou d'une validation externe.

Tableau 1 - INVENTAIRE DES PARTENARIATS DU PATRIMOINE MONDIAL EN COURS EN MARS 2014 (par ordre alphabétique)

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus en 2013 ¹ (en dollars EU ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ²	Accords signés ³	Évaluation des bénéfices	Objectifs stratégiques et domaines de coopération bénéficiaires
1	<p>A&T Networks Inc. - HISTORY (Channel), États-Unis</p> <p>Production de documentaires et d'histoires audiovisuelles produites et diffusées par HISTORY.</p> <p>169 500 dollars EU</p> <p>À RENOUELER</p>	56 500	Compréhension accrue de la Convention du patrimoine mondial au niveau mondial, et en particulier aux États-Unis.	HISTORY fait connaître le patrimoine mondial par ses 4 lettres d'information trimestrielles Idea Book for Educators envoyées à 300 000 enseignants abonnés ; assure une visibilité en ligne (sites internet Save our history et HISTORY classrooms) ; prépare des annonces d'intérêt public pour diffusion télévisuelle et en ligne.	Dans les annonces d'intérêt public et les documents associés au projet.	<p>Fonds-en-dépôt signé le 18 mai 2011</p> <p>Début : mai 2011</p> <p>Fin : mai 2014</p>	<p>Promotion mondiale du PM. Les films promotionnels peuvent être visionnés sur YouTube et sur le site internet du Centre du patrimoine mondial.</p> <p>Ce projet a amené le bureau A&T du Royaume-Uni à produire une série de nouveaux documentaires sur le patrimoine mondial concernant des sites polonais et britanniques (www.history.co.uk/shows/unesco/about.html).</p>	<p>Communication</p> <p>Éducation</p>
2	<p>Chez Bonne Idée, France</p> <p>(Agence de communication)</p> <p>Création d'un jeu pour le grand public (internet et presse) sur les villes du patrimoine mondial avec un questionnaire sur l'histoire du site.</p>		Sensibilisation accrue aux sites du patrimoine mondial.	<p>Campagnes annuelles pendant 2 mois avec des pages spéciales dans le journal français Le Monde (version imprimée et en ligne).</p> <p>Site internet dédié.</p> <p>23 451 joueurs en 2013 et 39 095 visiteurs sur le site internet (693 151 pages consultées).</p> <p>Le journal Le Monde a envoyé 100 000 courriels annonçant le</p>	<p>Chaque semaine dans le journal Le Monde.</p> <p>Site internet du jeu et Facebook</p>	<p>Accord de projet.</p> <p>Début : juin 2012</p> <p>Fin : décembre 2014</p>	<p>Promotion mondiale du PM auprès d'un large public.</p> <p>Un pourcentage du revenu total était attendu mais n'a pu être fourni par manque de recettes par rapport aux dépenses.</p>	<p>Communication</p> <p>Conservation</p> <p>Assistance internationale</p>

¹ Les montants reçus en 2013 n'ont pas été certifiés par le Bureau de la gestion financière de l'UNESCO.

² Strictement réglementé selon les termes de l'accord signé (en particulier chaque ressource comportant le nom, le logo de l'UNESCO et l'emblème du Centre du patrimoine mondial fera l'objet de l'approbation par le Centre du patrimoine mondial et si nécessaire par ERI).

³ Tous les accords sont disponibles sur le site internet du Centre du patrimoine mondial : <http://whc.unesco.org/fr/accords> (pages protégées par des mots de passe et réservées aux États parties).

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus en 2013 ¹ (en dollars EU ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ²	Accords signés ³	Évaluation des bénéfices	Objectifs stratégiques et domaines de coopération bénéficiaires
				jeu et a publié 19 publicités à ce sujet dans son édition papier.				
3	<p>EVERGREEN DIGITAL CONTENTS & DENTSU, Japon</p> <p>L'accord tripartite avec Evergreen et Dentsu vise à promouvoir l'éducation au patrimoine mondial au Japon à travers le projet « UNESCO KIDS ».</p> <p>Contribution annuelle de 110 000 dollars EU.</p> <p>RENOUVELÉ</p> <p>À RENOUELER</p>	137 500 (27 500 + 110 000)	Sensibilisation accrue des jeunes Japonais à la nécessité de préserver les sites du patrimoine mondial.	<p>Kit pour les écoles et création d'un projet i-mode financé par NTT DOCOMO, grande entreprise japonaise de télécommunications.</p> <p>Films éducatifs sur les sites du patrimoine mondial naturel pour les élèves du primaire.</p>	Les documents associés au projet éducatif (site internet, publicités sur le projet, dessins animés).	<p>Compte spécial du Fonds du patrimoine mondial.</p> <p>Premier partenariat signé en 2003.</p> <p>Accord de projet signé en décembre 2007, prolongé chaque année.</p> <p>Début d'un nouvel accord en juillet 2013.</p> <p>Fin : juillet 2014</p>	<p>Génère des revenus pour le programme éducatif du PM, la communication et les activités de sensibilisation au PM.</p> <p>Couverture par les médias du projet UNESCO-KIDS : une page de publi-rédactionnel par trimestre dans le Yomiuri Shimbun (10 millions de lecteurs) ; communiqués de presse auprès de 277 médias partenaires internationaux de Dentsu (TV et radio, presse écrite et sites internet) ; activités éducatives dans les écoles japonaises.</p>	<p>Communication</p> <p>Éducation</p>
4	<p>Fondation IRIS, France</p> <p>La Fondation soutient le Programme sur le patrimoine mondial et le tourisme durable.</p> <p>115 147 dollars EU</p> <p>NOUVEAU</p> <p>À RENOUELER</p>	90 580	Capacité accrue des acteurs du patrimoine mondial à gérer le tourisme de façon efficace, responsable et durable, à partir du contexte et des besoins locaux.	Production et diffusion de guides destinés aux gestionnaires de sites pour mieux gérer le tourisme sur les sites du patrimoine mondial.	Aucune	<p>Fonds-en-dépôt signé en juillet 2013</p> <p>Fin : juill. 2014</p>	Promotion du développement durable par une bonne gestion des sites du patrimoine mondial.	<p>Conservation</p> <p>Développement des capacités - Tourisme durable</p>
5	<p>Fondation Franz Weber, Suisse</p> <p>La Fondation Franz Weber soutient le Fonds de réponse rapide et les projets de préservation du patrimoine naturel.</p> <p>Contribution totale de 750 000 dollars EU</p>	149 975	- Fonds de réponse rapide amélioré grâce à un financement supplémentaire (le Fonds a été créé en 2005 avec Fauna and Flora International afin de lever des fonds pour répondre aux situations d'urgence	Sur le site de Dja, actions pilotes pour améliorer les sources de revenus des communautés locales, campagne d'éducation contre le braconnage, préparation d'une étude d'impact environnemental et social.	Sur les sites internet respectifs et sur les documents concernant le projet.	<p>Fonds-en-dépôt</p> <p>Début : janvier 2013</p> <p>Fin : janvier 2018</p>	- La contribution de la Fondation Weber au Fonds de réponse rapide a déjà permis de financer une subvention d'urgence en Thaïlande, permettant d'assurer la formation de gardiens de parc face à un réseau de	<p>Conservation</p> <p>Renforcement des capacités</p> <p>Communautés</p> <p>Patrimoine</p>

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus en 2013 ¹ (en dollars EU ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ²	Accords signés ³	Évaluation des bénéfices	Objectifs stratégiques et domaines de coopération bénéficiaires
			sur les sites du patrimoine naturel), - Préservation améliorée de la Réserve de faune de Dja, Cameroun, menacée par le braconnage et l'impact négatif de l'exploitation minière et du déboisement.				braconnage de bois de rose dans le Parc national de Pang Sida. - Une étude environnementale et sociale sur le site de Dja a déjà été établie, en coopération avec les autorités locales ; elle servira à la conservation durable du bien.	mondial naturel
6	FOTONAUTS, France L'application « Fotopedia Heritage » créée par Fotonauts a été lancée en août 2010 pour constituer la plus grande application de photos des sites du patrimoine mondial pour iPhone et iPad. Non financier À RENOUELER		Sensibilisation accrue aux sites du patrimoine mondial.	Accroître la sensibilisation au patrimoine mondial par une application gratuite pour iPhone et iPad proposant des photos de haute qualité et de brèves descriptions des sites du PM.	Dans l'application et sur le site internet.	Accord de projet. Début : juillet 2010 Fin : décembre 2014	Fait la promotion des publications du patrimoine mondial et de la Revue du PM en particulier. Classée dans la liste des 10 premières applications d'Apple au moment du lancement. Chiffres d'audience en 2013 : 546 842 téléchargements ; 1 344 653 visites uniques ; 77 221 pages internet du Centre patrimoine mondial ouvertes à partir de l'application.	Communication
7	GOOGLE Cultural Institute, USA Le projet permet aux internautes de visiter virtuellement une sélection de biens du patrimoine mondial. Non financier		Aider à diffuser le message sur la préservation du PM et lui permettre d'atteindre un vaste public. Sensibilisation accrue dans le monde entier.	Le site internet du projet World Wonders de Google permet des visites virtuelles des sites du patrimoine mondial.	Sur le site internet du projet World Wonders de Google.	Accord de licence. Début : 29 mai 2012 Fin : mai 2014	On s'attend à ce que les statistiques de Google permettent une bonne évaluation du projet.	Communication
8	GSP – Our Place World Heritage Ltd et Our Place Publishing Ltd, Nouvelle-Zélande Création d'une base de données d'images sur le patrimoine mondial. Our Place fournit des photos pour les		Base de données d'images enrichie et sensibilisation accrue aux sites du PM.	Our Place et son réseau international de photographes professionnels enrichissent une vaste base de données d'images pour aider à la promotion des efforts de conservation et du message du PM.	Sur le site internet et dans des expositions organisées par Our Place et présentant	Compte spécial du Fonds du patrimoine mondial Protocole d'entente signé	Our Place a actuellement photographié plus de 370 sites du patrimoine mondial dans 84 pays et possède des archives de plus de 45 000 images du patrimoine mondial aux droits exclusifs.	Communication

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus en 2013 ¹ (en dollars EU ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ²	Accords signés ³	Évaluation des bénéfices	Objectifs stratégiques et domaines de coopération bénéficiaires
	galeries du site internet du Centre du patrimoine mondial et a également fourni de nombreuses images pour des publications de l'UNESCO et de tiers associés. Non financier RENOUVELÉ				des images du PM.	en 2006 Premier accord de partenariat signé en 2008 et terminé en 2012 Nouvel accord en mars 2014 Fin : mars 2015	Accessibilité à cette base de données pour l'UNESCO et pour les sites du patrimoine mondial.	
9	JAEGER-LECOULTRE (Manufacture), Suisse et The International Herald Tribune, États-Unis Partenariat et campagne médias en ligne et imprimée « Tides of Time ». 400 000 EUR À RENOUELER (seulement avec Jaeger-LeCoultre)	176 600	Développement du Programme marin du Centre du patrimoine mondial, y compris un soutien statutaire aux activités du Centre du patrimoine mondial concernant les biens marins. Sensibilisation accrue au PM, en particulier aux 46 sites marins.	Nano site sur iht.com Huit articles d'une page par an sur les biens marins du patrimoine mondial dans The International Herald Tribune. Vente aux enchères annuelle avec donation pour répondre aux besoins de conservation des sites marins du PM (entre 40 000 et 50 000 EUR par an).	Publi-informations et publicités dans la presse. Sites internet de l'IHT et de JLC.	Fonds-en-dépôt signé en 2009 et renouvelé en 2011. Début : mars 2009 Fin : mars 2014 En négociation : avril 2014-mars 2017	Revenus supplémentaires issus des enchères et autres activités de levées de fonds : 105 000 EUR depuis la création du partenariat, attribués directement à certains sites du PM. Budget en nature pour les publi-informations dans l'IHT : 1 200 000 EUR.	Conservation Crédibilité Renforcement des capacités Communautés Communication Patrimoine naturel marin
10	KOBI GRAPHIS, Japon Production du calendrier du PM de Panasonic et du calendrier du PM version jeunes. Contribution annuelle de 50 000 dollars EU + royalties.	61 441	Sensibilisation accrue au patrimoine mondial.	Production du calendrier du PM de Panasonic et du calendrier du PM version jeunes. Création d'une version internet en 2011. Application iPad gratuite lancée en 2012, ainsi que plusieurs expositions organisées au Japon au cours de la même année. Calendrier vendu à la librairie de l'UNESCO.	Calendrier, site internet et application iPad.	Compte spécial du Fonds du patrimoine mondial Accords de partenariats signés en 1996, 2001, 2007 et prolongés par amendements. Début : 1996 Fin : août 2015	L'application du Calendrier du PM a été recommandée par Apple et a figuré dans la liste des 10 applications les plus populaires.	Communication

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus en 2013 ¹ (en dollars EU ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ²	Accords signés ³	Évaluation des bénéfices	Objectifs stratégiques et domaines de coopération bénéficiaires
11	<p>MONNAIE DE PARIS, France</p> <p>Création, production et distribution de pièces représentant des sites du PM.</p> <p>Royalties.</p>	31 786	<p>Sensibilisation accrue aux sites du PM à travers des collections de pièces emblématiques.</p> <p>Augmentation du réseau mondial de collectionneurs de l'emblème du patrimoine mondial.</p>	<p>Séries lancées en 2007, 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012 : Grande Muraille de Chine, Grand Canyon, États-Unis ; Kremlin, Fédération de Russie ; Taj Mahal, Inde ; Château de Versailles, France ; Abou Simbel, Égypte.</p>	Sur des pièces.	<p>Compte spécial du Fonds du patrimoine mondial</p> <p>Accords de licence signés en 2007, 2008, 2009, 2011.</p> <p>Début : 2007</p> <p>Fin : 2015 (en particulier pour les pièces « Versailles » et « Abou Simbel »).</p>	<p>À la suite d'un processus d'appel d'offres, l'UNESCO (ERI) a signé un accord de partenariat en 2012 avec PAMP S.A. (Suisse) pour centraliser les programmes numismatiques de l'UNESCO. Depuis, le Centre du patrimoine mondial n'est plus habilité à conclure de contrats avec une Monnaie nationale ou une Banque centrale. Le partenariat avec la Monnaie de Paris ne sera donc pas prolongé.</p>	Communication
12	<p>NIPPON HOSO KYOKAI (NHK), Japon</p> <p>Création d'une série de documentaires pour la télévision japonaise sur le PM et le patrimoine immatériel pour contribuer à créer une base de données de vidéos « Initiative pour l'archivage d'images du patrimoine »</p> <p>Non financier</p> <p>À RENOUVELER</p>		Sensibilisation accrue au PM.	<p>Base de données d'images vidéo numériques haute définition du patrimoine mondial et immatériel. Mise en place de l'« Initiative pour l'archivage d'images du patrimoine ». Séries de 100 documentaires TV haute définition numériques sur le patrimoine mondial et immatériel. Les films sont disponibles en ligne sur les sites internet de l'UNESCO/Centre du patrimoine mondial.</p> <p>1202 vidéos téléchargées en ligne en 5 langues</p>	Dans les documentaires et sur les brochures du projet.	<p>Protocole d'entente signé en 2003 avec ERI.</p> <p>Accord de partenariat signé en 2004 et accord de projet en 2004 et 2005.</p> <p>Accord de partenariat et accord de projet signés en 2009</p> <p>Début : 2003</p> <p>Fin : déc. 2014</p>	<p>Fournit une base de données d'images vidéo à l'UNESCO. Ces images sont payantes pour les utilisateurs et partenaires extérieurs.</p> <p>Les vidéos et la base de données en ligne ont été financées par des contributions du gouvernement japonais.</p> <p>Moyenne estimée du nombre de foyers spectateurs au Japon : 2 658 750 (pour la première diffusion de chaque programme, source : Video Research Inc).</p> <p>Total des vues sur la chaîne YouTube de l'UNESCO en 2013 : 846 620</p>	Communication

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus en 2013 ¹ (en dollars EU ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ²	Accords signés ³	Évaluation des bénéfices	Objectifs stratégiques et domaines de coopération bénéficiaires
13	<p>PANASONIC, Japon</p> <p>Campagne de responsabilité sociale et environnementale célébrant le patrimoine mondial. Slogan : « Panasonic soutient le développement durable à travers la conservation du patrimoine mondial et l'éducation. »</p> <p>1 000 000 dollars EU</p> <p>RENOUVELÉ</p>	500 000	<p>Sensibilisation accrue à la préservation des sites du patrimoine mondial et au développement durable.</p> <p>Mobilisation renforcée des jeunes sur les problématiques de la préservation du patrimoine mondial et de l'environnement.</p> <p>Meilleure préservation des sites du patrimoine mondial.</p>	<p>Appui aux activités des Forums de jeunes sur le patrimoine mondial organisés par l'UNESCO.</p> <p>Appui au Programme UNESCO de Volontaires du patrimoine mondial.</p> <p>Mise en œuvre du « Programme d'apprentissage écologique pour le patrimoine mondial » pour sensibiliser les enfants de 9 à 11 ans à la préservation du PM.</p> <p>Lancement de campagnes internationales dans les journaux et à la télévision sur la protection de l'environnement comme message international institutionnel général, à partir de juin 2013.</p> <p>Appui à la production du programme télévisé de 60 mn de National Geographic sur le PM intitulé « The World Heritage Special », de juin 2013 à mars 2015.</p> <p>Soutien au magazine trimestriel de l'UNESCO Patrimoine mondial.</p> <p>Soutien à des projets précis de conservation du patrimoine mondial.</p>	<p>Publicités dans les journaux et à la télévision.</p> <p>Programme TV « World Heritage Special » du National Geographic.</p> <p>Documentation utilisée sur les sites du PM dans le cadre de l'éducation écologique au patrimoine mondial.</p> <p>Centres d'expositions Panasonic sur le patrimoine mondial.</p>	<p>Accord de Fonds- en-dépôt</p> <p>Début : mai 2011</p> <p>Nouvel accord en juillet 2013</p> <p>Fin : juillet 2015</p>	<p>Importante couverture médiatique suite au programme de l'éducation à l'écologie. Sensibilisation accrue à la préservation du PM auprès des jeunes et d'une large audience mondiale. Interface avec le « Patrimoine mondial aux mains des jeunes » et le Programme de volontariat. Nouvelle source de revenus pour le programme d'éducation au patrimoine mondial et pour les activités de communication.</p> <p>Le site internet de Panasonic promeut le site internet du PM et ses publications, en particulier la revue Patrimoine Mondial.</p> <p>Budget estimé en nature à 7 000 000 dollars EU pour les campagnes de publicité, les projets éducatifs et le don d'équipements.</p>	<p>Conservation</p> <p>Communication</p> <p>Renforcement des capacités</p> <p>Communautés</p> <p>Éducation</p>

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus en 2013 ¹ (en dollars EU ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ²	Accords signés ³	Évaluation des bénéfices	Objectifs stratégiques et domaines de coopération bénéficiaires
14	<p>TOKYO BROADCASTING SYSTEM (TBS), Japon</p> <p>Production d'une série de films de 30 minutes sur le patrimoine mondial intitulée « Le patrimoine mondial » diffusée chaque semaine par TBS.</p> <p>Depuis 2006 : 40 000 dollars EU par an.</p> <p>PROLONGÉ CHAQUE ANNÉE</p>	40 000	Sensibilisation accrue aux sites du patrimoine mondial.	650 films ont été produits.	Sur les documentaires et les brochures sur le projet.	<p>Compte spécial du Fonds du patrimoine mondial.</p> <p>Accord avec la FNUAJ en 1996.</p> <p>Accord avec le Centre du patrimoine mondial depuis 2006 et prolongé chaque année.</p>	<p>Audience mondiale.</p> <p>Nombre total de téléspectateurs regardant ce programme chaque mois : 20 millions (moyenne estimée pour 2013).</p>	Communication

Tableau 2 - INVENTAIRE DES PARTENARIATS DU PATRIMOINE MONDIAL ENVISAGÉS EN DATE DE MARS 2014 (par ordre alphabétique)

N°	Description du partenariat	Résultats escomptés	Principaux résultats positifs	Utilisation de l'emblème	Objectifs stratégiques
1	Airbnb, États-Unis Partenariat stratégique avec la campagne « Les protecteurs des lieux » pour promouvoir le tourisme responsable et la préservation du patrimoine mondial. Contribution financière escomptée.	Mise en œuvre du Programme sur le patrimoine mondial et le tourisme durable, comprenant un soutien statutaire aux activités du PM sur le tourisme durable. Sensibilisation accrue et soutien au tourisme durable et à la préservation du patrimoine mondial. Promotion de produits et services touristiques de qualité favorisant un comportement responsable de la part de tous les partenaires concernés.	Établissement et promotion de produits et services touristiques authentiques, durables et responsables assurant une expérience de grande qualité et un faible impact lors des visites des sites du patrimoine mondial.	Site internet. Brochures et autres documentation imprimée.	Communication Conservation Tourisme durable
2	Fonds Culturel Arts & Ouvrages, France Partenariat stratégique pour soutenir des projets de conservation sur des sites figurant sur la Liste du patrimoine mondial en péril. Contribution financière escomptée.	Conservation à long terme des sites du patrimoine mondial et retrait de ces sites de la Liste du patrimoine mondial en péril.	Préservation et numérisation de manuscrits à Bamako et Tombouctou, Mali. Études des conditions de conservation et détermination de méthodes appropriées de stabilisation pour le site d'Abou Mena, Égypte. Établissement d'un plan de gestion avec un programme de conservation et des dispositions de gestion des risques et d'utilisation publique pour le site de Coro et son port, Venezuela.	Site internet. Brochures et autres documentation imprimée.	Conservation Sites du patrimoine mondial en péril
3	National Geographic Travel, États-Unis Partenariat stratégique pour promouvoir le tourisme responsable et la préservation du patrimoine mondial. Non financier.	Sensibilisation accrue et soutien au tourisme durable et au patrimoine mondial. Promotion de produits et services touristiques de qualité favorisant un comportement responsable de la part de tous les partenaires concernés.	Contenu éditorial dans le magazine <i>National Geographic Travel</i> sur papier et en ligne.	Documentation établie en commun.	Communication Tourisme durable
4	Seabourn, États-Unis Partenariat stratégique avec la campagne « People Protecting Places » pour promouvoir le tourisme responsable et la préservation du patrimoine mondial. Contribution financière escomptée.	Mise en œuvre du Programme sur le patrimoine mondial et le tourisme durable, avec soutien statutaire aux activités du PM sur le tourisme durable. Sensibilisation accrue et soutien au tourisme durable et à la préservation du patrimoine mondial. Promotion de produits et services touristiques de qualité favorisant un comportement responsable de la part de tous les partenaires concernés.	Établissement et promotion de produits et services touristiques authentiques, durables et responsables assurant une expérience de grande qualité et un faible impact lors des visites des sites du patrimoine mondial.	Site internet. Brochures et autres documentation imprimée.	Communication Conservation Tourisme durable